

Archives de la ville de
Lectoure : coutumes, statuts
et records du XIII^e au
XVI^e siècle / documents
inédits publiés [...]

. Archives de la ville de Lectoure : coutumes, statuts et records du XIII^e au XVI^e siècle / documents inédits publiés pour la Société historique de Gascogne par P. Druilhet,.... 1885.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF. Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :

- La réutilisation non commerciale de ces contenus ou dans le cadre d'une publication académique ou scientifique est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source des contenus telle que précisée ci-après : « Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France » ou « Source gallica.bnf.fr / BnF ».

- La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service ou toute autre réutilisation des contenus générant directement des revenus : publication vendue (à l'exception des ouvrages académiques ou scientifiques), une exposition, une production audiovisuelle, un service ou un produit payant, un support à vocation promotionnelle etc.

[CLIQUER ICI POUR ACCÉDER AUX TARIFS ET À LA LICENCE](#)

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

- des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.

- des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter utilisation.commerciale@bnf.fr.

ARCHIVES
DE LA
VILLE DE LECTOURE

COUTUMES, STATUTS ET RECORDS
DU XIII^{me} AU XVI^{me} SIÈCLE

DOCUMENTS INÉDITS
PUBLIÉS POUR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DE GASCOGNE

PAR
P. DRUILHET
AVOCAT
ADJOINT AU MAIRE DE LECTOURE



PARIS
HONORÉ CHAMPION
ÉDITEUR
15, quai Malaquais, 15

AUCH
COCHARAUX FRÈRES
IMPRIMEURS
11, rue de Lorraine, 11

M DCCC LXXXV



ARCHIVES HISTORIQUES DE LA GASCOGNE

FASCICULE NEUVIÈME

ARCHIVES DE LA VILLE DE LECTOURE

COUTUMES, STATUTS ET RECORDS
DU XIII^me AU XVI^me SIÈCLE

PAR
P. DRUILHET



INTRODUCTION

Les documents dont nous commençons la publication pour la *Société Historique de Gascogne* se divisent en deux parties : actes législatifs, actes d'administration. La première partie comprend les coutumes, les établissements, règlements, statuts, approuvés et confirmés par le souverain ou institués en vertu de pouvoirs officiellement reconnus ; la seconde, les actes de la commune, les livres consulaires.

Les *Coutumes de Lectoure* furent rédigées, pour la première fois, au mois de mai de l'an 1294, sous Hélie de Talleyrand, comte de Périgord, vicomte de Lomagne, régnant Philippe IV le Bel, roi de France, Édouard I^{er}, roi d'Angleterre, duc d'Aquitaine. A cette même date, le vicomte reçut serment de fidélité de la communauté de Lectoure et jura solennellement de respecter ses usages, franchises et privilèges. A partir de ce jour, cette charte officielle, reproduisant des droits certains et en vigueur depuis un temps immémorial, mais non obtenus (comme on a bien voulu le dire) *à force d'obstination et d'adresse*,

dont le texte avait été formé d'après les traditions et des documents authentiques, devint la loi constitutionnelle, politique, administrative et judiciaire, sous laquelle devait vivre à l'avenir le peuple de Lectoure. De ses diverses dispositions (et c'est en cela qu'elle diffère de toutes ces chartes octroyées, concédées ou conquises qui marquèrent, à cette époque, une véritable révolution sociale), il résulte que Lectoure avait constamment conservé à travers les temps confus et troublés du moyen âge la vieille franchise romaine et qu'elle avait toujours su faire respecter le titre incrusté dans les marbres de son Musée épigraphique : *Res Publica Lactoratensium*. — Un grand caractère d'indépendance règne en effet dans toute la coutume : on y voit des citoyens maîtres de leurs droits, et s'ils se donnent à un seigneur, c'est en vertu d'un contrat librement consenti, de conventions réciproques que les deux parties jurent de respecter. C'est ainsi que Lectoure apparaît comme une seigneurie particulière ; elle reconnaît comme souverain le roi de France ; elle consent certains droits de seigneurie au vicomte de Lomagne, à l'évêque de Lectoure, mais ses consuls, ses magistrats municipaux, élus au suffrage universel, conservent le titre de coseigneurs de la cité. Ce titre est à l'abri de toute contestation ; il repose principalement sur le droit de justice haute, moyenne et basse, tant au civil qu'au criminel, sur celui de lever et de répartir l'impôt, enfin sur la prérogative dont jouit l'université et chaque habitant en particulier de posséder les biens franchement et allodialement et de pouvoir les donner à fief dans toute la juridiction.

Antérieurement à leur rédaction, et le 4 mars 1273, les coutumes de Lectoure avaient été confirmées par Édouard I^{er}, roi d'Angleterre. L'instrument de confirmation qui contenait à la fois l'hommage prêté par les consuls et le serment du Roi pour le maintien des franchises et libertés de la ville a malheureusement disparu de nos archives. Une copie authentique du titre original, délivrée le 21 juin 1364 par le bailli du comte d'Armagnac et par le bailli de l'évêque, existait encore en 1844. Nous en trouvons l'analyse dans un premier rapport adressé par M. de Métivier au Ministre de l'instruction publique à cette date (1). Nous citons :

« Le roi d'Angleterre étant venu à Lectoure pour
 « prendre possession des droits que lui avaient cédés
 « l'évêque et le chapitre, on assemble les habitants
 « dans l'église. On expose, au nom du chapitre et
 « de l'évêque, que cette cession a été faite pour la
 « gloire de Dieu et l'avantage de la ville. On engage
 « les habitants à prêter serment de fidélité au roi
 « d'Angleterre, qui conservera leurs franchises et
 « libertés, et leur accordera une protection plus
 « efficace que celle dont ils jouissent. Au nom des
 « consuls et de la communauté, on répond : ni le
 « chapitre ni l'évêque ne peuvent avoir de troupes
 « dans la ville. Les habitants doivent seulement
 « suivre à la guerre le vicomte de Lomagne. C'est
 « à lui seul et à l'évêque qu'ils doivent prêter
 « serment de fidélité. L'évêque supplie avec ins-

(1) Champollion-Figeac, *Documents historiques inédits tirés des collections manuscrites de la Bibliothèque royale et des Archives ou des Bibliothèques des départements*, t. III, p. 41 (*Documents inédits sur l'Histoire de France*).

« tances (*in quantum poterat*) de prêter le serment
 « de fidélité au roi d'Angleterre. Les habitants
 « répondent que, s'il est nécessaire, ils prêteront le
 « serment qui leur est demandé, mais, toutefois, en
 « réservant en leur entier les droits du vicomte
 « de Lomagne et de ses successeurs. Ils demandent
 « que le roi d'Angleterre jure d'abord de maintenir
 « les franchises et coutumes de la ville de Lectoure.
 « Sur l'ordre du roi, Lucas de Gariez (Lucas de
 « Thaney) ⁽¹⁾, sénéchal de Gascogne, se lève, et dit
 « que par le serment qu'il demande, il n'entend point
 « qu'il soit porté atteinte aux droits du vicomte de
 « Lomagne, et que le roi est prêt à jurer qu'il
 « maintiendra les privilèges et coutumes de la ville.
 « Les habitants ayant acquiescé à ces conditions, le
 « roi dit à son sénéchal : Jurez en mon nom et
 « sur mon âme le maintien des coutumes et des
 « privilèges de la ville de Lectoure. Sur l'ordre du
 « roi, le sénéchal jure sur les saints Évangiles, au
 « nom du roi et sur son âme, que le roi et tous
 « ses successeurs maintiendront les coutumes et
 « privilèges de Lectoure. Les habitants prêtent
 « ensuite serment de fidélité au roi d'Angleterre,
 « en réservant les droits du vicomte de Lomagne et
 « de ses successeurs. »

Le même jour, les consuls, au nom de la communauté, rendent quittes et absolvent (*absolvimus et quittamus*) Édouard, son sénéchal et ses baillis, de tous les méfaits antérieurement commis envers l'uni-

(1) Champollion-Figeac, *Lettres de Rois, Reines, etc.*, t. 1, p. 197 (*Doc. inédits*).

versité et les habitants sur toute l'étendue de leur territoire. Acte est passé de cette déclaration en Lectoure, salle d'Arnaud Guilhem et Raymond Guilhem de Doucet (*de Dulceto*) (1). Le lendemain (*v° die exitus februaryi*), dans la salle du chapitre, a lieu le paréage de l'évêque Gérauld de Montlezun. Ce dernier cède au roi d'Angleterre la moitié des droits qu'il peut avoir sur le domaine de la ville, la seigneurie et la justice, ainsi qu'une part des revenus sur le moulin de Repassac (2).

Les coutumes de Lectoure rédigées et codifiées reçurent une nouvelle confirmation au mois de janvier de l'année 1333, par lettres patentes de Philippe VI de Valois, données au bois de Vincennes. C'était la première fois que la charte lectouroise obtenait la consécration du roi de France, et la supplique qui fut adressée à cette occasion par les consuls et jurats de la cité reçut un accueil d'autant plus favorable que c'était l'époque où les principales villes de la Guyenne cherchaient à s'affranchir de la domination anglaise. Cette considération était puissante; aussi, quelques années plus tard, alors que ce mouvement s'étant accentué et qu'un souffle d'indépendance soulevant les villes de Gascogne, les Lectourois se jetèrent volontairement et spontanément dans les bras du petit-fils de Philippe, Charles V, celui-ci non seulement confirma leurs privilèges, franchises et coutumes, mais encore, par ses lettres patentes du mois de mai 1369, au moment où il

(1) *Notices et extraits des Manuscrits*, publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, t. XIV.

(2) *Hist. de Gasc.*, t. VI, p. 397. — *Gallia Christ.*, t. I, p. 175.

déclarait la guerre à l'Angleterre, les affranchit de toute imposition, subside, gabelle, leudes et péages quelconques, ainsi que de la contribution au paiement de la rançon du roi Jean, son père, stipulée entre les deux puissances au traité de Brétigny.

Après Charles V, les coutumes et privilèges furent confirmés par Charles VII, en décembre 1448; par Louis XI, en mai 1473, à la suite de la prise de la ville, la confiscation définitive des terres de la maison d'Armagnac et leur union à la couronne de France; par Louis XI encore, en 1481, au moment où Lectoure commençait à se relever de ses ruines; par Charles VIII, en décembre 1487; par Louis XII, en juin 1501; par François I^{er}, en mai 1519; par le duc d'Alençon et Marguerite de Valois, comte et comtesse d'Armagnac, en mai 1521; par Henri II, en février 1547; par le roi et la reine de Navarre, en mars 1553; par François II, en mars 1559; par Charles IX, en janvier 1562, quelques mois après la capitulation de la ville devant l'armée de Montluc. En 1576, le roi de Navarre (plus tard roi de France), de retour dans ses états de Gascogne, arriva à Lectoure le 16 août. Le 23, il se rendit officiellement à l'hôtel de ville et là, en sa qualité de comte d'Armagnac, après avoir reçu serment de fidélité des consuls, en pleine assemblée générale de la Jurade, la main étendue sur le grand livre de la coutume, il jura solennellement de respecter et faire respecter les usages, franchises et privilèges de la cité et de sa juridiction. Cette longue suite de lettres patentes de confirmation que clôturent celles de Louis XIII et de Louis XIV, toutes enregistrées

au Parlement de Toulouse, la plupart scellées du grand sceau et signées des rois de France ou des rois de Navarre, forment, avec les hommages et les lettres d'affranchissement de tailles renouvelées de règne en règne, la plus belle série des archives municipales de la ville de Lectoure.

Le grand livre des coutumes, comme bien d'autres documents précieux dont nous avons à déplorer la perte, a disparu depuis longtemps, ainsi que le petit livre. Nous trouvons la description de l'un et de l'autre dans les divers inventaires dressés de consulat en consulat dans le xvi^e siècle : « Item en l'armoir
« sur le dernier où est le siège de Messeigneurs les
« Consulz, y a le libre des costumes de la ville
« couvert de deux postes. Autre petit libre des dites
« costumes en parchemyn... » (1).

« Le libre des statutz et costumes de la présente
« ville et cité de Lectore qu'est tout de parchemin
« et est couver de postes et comence par ces mots :
« *Ayssi comensa la taula de las costumias de la*
« *honorable ciutat de Laytora*. Les quelles costumes
« furent faites en l'an de l'Incarnation du Fils de
« Dieu Nostre Seigneur mil deux cent nonante
« quatre, messire Helies Thalayran pour lors viscomte
« de Lomaigne qui les confirma; et la confirmation
« y est aussi escripte au fons du susdit libre. Il y
« a aussi certaines costumes sur la création et
« élection des consuls et trésoriers ou boursiers
« annuels de la présente ville. Aussi y est le dénom-
« brement des péages qui se prennent en la susdite

(1) Inventaire de 1551-1552 (*Livre blanc*, fol. 168 v^o; Arch. mun., DD. 1).

« ville. Les susdites costumes sont énéregistrées en
 « la Cour souveraine du Parlement de Tholose, en
 « ung grand registre d'icelle qu'est couvert de postes
 « et est tout de parchemin, qui servira si cas estoyt
 « que le sus dit libre de céans se perdit » (1).

Il en est de même de certains documents qui
 avaient servi sans doute à la première rédaction :
 « Item en la sallâ de' hault, en lo grand coffre, la
 « ont a tres claux, certans instruments de las costu-
 « mas vieilhas... » (2).

En 1844, la ville possédait encore trois copies
 originales des coutumes : la première, portant au
 pied la confirmation de Jean I^{er}, comte d'Armagnac,
 à la date du 13 novembre 1343; la seconde, comprise
 dans les lettres patentes de Charles VII, de décem-
 bre 1448, et son vidimus des lettres de Philippe et
 Charles V; la troisième, suivie des lettres patentes
 de Charles VIII, données à Rouen en décembre 1487.
 De ces trois copies originales, la dernière a disparu,
 et ce sont les deux premières qui ont servi à la trans-
 cription de nos textes.

L'instrument de 1343 est, comme on le verra, le plus
 complet; il contient la coutume, les additions insérées
 entre parenthèses, les établissements, un règlement sur
 les élections consulaires, les boursiers et trésoriers de
 la ville, les taverniers, etc., etc.; en un mot, les diverses
 matières qui, successivement, sans doute, avaient dû
 être inscrites dans le grand livre. Toutefois, si nous
 l'avons transcrit *in extenso*, nous n'avons pas négligé

(1) Inventaire de 1576-1577 (*Livre blanc*, f^o 234).

(2) Inventaire de 1507-1508 et autres (*Livre blanc*, f^o 108).

la copie de 1448, quoique moins complète, et nous avons eu soin, dans les notes, de relever les variantes et les modifications que présentent les deux textes. Cette dernière nous a servi, du reste, à établir en tête le préambule rédigé en 1294, et *in fine* la formule de confirmation d'Hélie de Talleyrand, ainsi que le serment de fidélité réciproque du vicomte de Lomagne, des consuls et habitants de Lectoure. Les établissements et le règlement sur les élections consulaires n'étant reproduits que dans l'acte de 1343, nous n'avons pu contrôler les textes comme pour les coutumes, suppléer à quelques imperfections de style, rétablir quelques mots que des taches ou des déchirures ont fait disparaître. Cela est d'autant plus regrettable, du moins pour les *établissements*, que certains de leurs articles sont assez difficiles à comprendre et que l'entière rédaction paraît être d'une époque un peu plus ancienne que celle des coutumes. Le nom de R. S. d'En Galin, que l'on trouve à l'art. 91 et qui figure dans nos rôles consulaires à l'année 1273, pourrait servir à leur donner une date approximative, mais aussi, cela pourrait être vrai pour cet article et faux pour l'ensemble, étant donnée la manière dont on rédigeait alors les chartes de coutumes. Nous n'en dirons pas autant pour le *règlement* sur les élections consulaires. Ici nous avons une date précise; elle précède de quelques mois celle de la confirmation par Jean I^{er}, et cette partie est la seule qui soit originale dans l'instrument. Voici comment un Inventaire des archives de Lectoure, dressé en 1591, désigne ce document de 1343 : « Coustumes de la « présente ville escriptes en deux peaux de parchemin;

« attachées l'une après l'autre et scellées d'un scel
« pendant en soye verte, esquelles est contenu autant
« comme au libre des susdites coutumes qui est en la
« présente maison commune; au pied des quelles est
« la confirmation des susdites coustumes faicte par
« Jehan, c^{te} d'Armagnac, le 13 9^{bre} 1343 ». Le par-
chemin est encore aujourd'hui assez bien conservé
et, comme on le verra dans les notes, le sceau existe
encore, quoique altéré en partie. Le texte est écrit
sur trois colonnes, d'une gothique minuscule; celui
des établissements et du règlement consulaire, qui
commence à la deuxième peau du parchemin, paraît
être d'une main différente de celui des coutumes. Ce
parchemin est d'une longueur totale de 1^m 70^c sur
0^m 60^c de largeur.

Le second instrument que nous avons transcrit et
qui reproduit, comme nous l'avons dit plus haut, une
autre copie originale des coutumes, comprend les
lettres patentes de Philippe de Valois, données au
bois de Vincennes en janvier 1333, celles de Charles V,
de mai 1369, le vidimus du roi Charles VII, de
décembre 1448, et ses lettres de confirmation portant
sur le tout, spécialement l'exemption des leudes et
péages pour les marchandises. Il est écrit sur trois
peaux de parchemin assez bien conservées, mesurant
ensemble 1^m 80^c de longueur sur 0^m 55^c de largeur;
au bas se trouvent attachées les lettres des sénéchaux
de Toulouse, d'Agenais et Gascogne. Le sceau a
depuis longtemps disparu. Nous l'avons fait suivre
des lettres patentes de Louis XI, de mars 1481, et
il nous a semblé qu'il n'était pas indifférent de
reproduire ainsi, après la conquête, le titre d'union

à la couronne de France de la ville qui avait été la capitale de la maison d'Armagnac.

Enfin, et comme complément à la première partie, nous avons fait figurer : 1° un accord de 1411 entre les consuls et le chapitre sur l'allivrement; 2° les statuts de 1506 portant modification au règlement de 1343 sur les élections consulaires; 3° une taxe sur les frais de justice de la cour des consuls, établie par une ordonnance de 1517. Ces trois derniers documents sont extraits du livre de la ville, dit le *Livre blanc* ⁽¹⁾, qui contient, depuis les dernières années du xiv^e siècle jusqu'au xvii^e : les fiefs de la ville; les divers prêts faits aux comtes d'Armagnac pour certaines sommes qu'ils devaient compter aux Anglais en 1412, 1427, 1434, pour parer aux frais des noces de Jean IV avec la princesse de Navarre (1419-1420), etc., etc.; les inventaires des meubles et papiers de la maison commune; le matériel de guerre; le mobilier du château; des baux à nouveau fief; des réceptions d'habitants.

A l'époque où commencent nos *Livres consulaires*, faisant l'objet de la seconde partie de cette publication, la ville de Lectoure se relève à peine de ses ruines. Le dernier siège de 1472 (v. style) l'avait presque totalement anéantie; l'armée royale, après le meurtre de Jean V, avait été sans pitié; au pillage et à l'incendie avait succédé le massacre des habitants; les fortifications avaient été en partie rasées; les édifices publics, les maisons particulières démolis.

(1) «... Lo present *Livre blanc*...» (Inventaire 1517-1520, f° 122).

Il ne reste dans nos Archives aucun document sur cette lugubre histoire. Seuls les registres de l'hôpital Saint-Esprit (livre de comptes, recettes et dépenses de 1457 à 1487) mentionnent ainsi la mainmise sur la ville au nom du Roi, lors de la saisie des domaines du comte par Chabannes, comte de Dammartin, en 1469 :

« Item despensen quan lo comte Danmartin ben-
 « goc en esta vila per mete la dita vila a la man deu
 « Rey, e lo bastard de Las Trilhas era lotjat au dit
 « espitau e bole desbota la porta deu grane, e foc
 « forssa que l'ubrissan lo grane e prengoc tota la
 « siuaza que y era et que monta... etc. »

A partir de ce moment, la vie publique paraît être complètement interrompue à Lectoure, et il faut arriver à l'année 1481 pour retrouver une municipalité constituée. Hâtons-nous de dire cependant que dès les premiers jours, soit qu'il ait cédé à une pensée réparatrice ou que ses ordres ayant été dépassés il ait obéi à l'intérêt de sa politique, le roi Louis XI songea à relever une place importante qu'une situation exceptionnelle et des remparts naturels rendaient presque inexpugnable, que les luttes des derniers temps avaient sensiblement grandie et que l'on considérait à juste titre comme la clé de la Guyenne, *que es clau de Guihenna* (records). Aussi la donation royale de la seigneurie et ville de Lectoure faite à Bertrand d'Alègre, seigneur de Busset, immédiatement après la conquête, portait textuellement la condition « d'icelle cité faire réparer, bastir et
 « fortifier affin que les habitants feussent soulagés
 « et peussent mieux retraire et habiter en icelle, vu

« la pauvreté où ils estoient » (1). Dès le mois de mai 1473, deux mois après le siège, le Roi continua son œuvre. Par ses lettres patentes données au Plessis du Parc, il déclara Lectoure unie au domaine de la couronne, confirma ses privilèges anciens et rétablit les limites de la juridiction; au mois de décembre suivant, rapportant une décision qui établissait à Auch le siège d'une sénéchaussée royale, il l'établit à Lectoure (2); le 22 janvier 1474, il octroya aux habitants, afin de les aider à réédifier leurs maisons, réparer et fortifier leurs murailles, affranchissement de tailles, d'impositions ordinaires et extraordinaires, exemption de l'entretien des gens de guerre pour une période de sept ans; enfin, le 15 mai 1481, après avoir confirmé le contenu de ces lettres antérieures, il prorogea ses exemptions et affranchissements de cinquante années, et, le 22 mai, il remit en possession les syndic et consuls de Lectoure de tous les domaines, territoires, forêts, droits et juridictions usurpés, depuis le siège, par les seigneurs voisins : les sires d'Albret, les seigneurs de Fimarcon, les barons de Pordéac, etc.

A cette date de 1481, commence pour Lectoure une période de renaissance et nous assistons dès lors à un complet relèvement de la cité. Les travaux sont poussés sur tous les points avec activité : recons-

(1) Arch. mun., série AA.

(2) Aux termes des lettres patentes du 27 décembre 1473, le ressort de la sénéchaussée comprit toutes les terres d'Armagnac en deçà de la Garonne, à l'exception du comté de l'Isle-Jourdain, savoir : le Fezensac, l'Armagnac, l'Astarac, le Pardiac, la Lomagne, le Bruilhois, le Fezensaguet, la seigneurie de Lectoure, l'Euzan, le pays de Rivière-basse, les vallées d'Aure, Magnoac, Barousse et Neste.

truction du clocher et de la cathédrale, réparations aux édifices publics, à l'hôpital, aux couvents, aux écoles, aux boucheries. Les fortifications et les remparts se relèvent, le matériel de guerre se reconstitue, les maisons particulières sont rebâties, la vie municipale renaît, les officiers de la sénéchaussée sont installés et le sénéchal d'Armagnac siège au château. Les livres de l'hôpital du Saint-Esprit, du bassin du purgatoire, les inventaires, les livres terriers nous révèlent cette situation. Nous la retrouvons dans les registres des *records* ou délibérations qui commencent la série de nos livres consulaires, quoique ceux-ci, comme l'on pourra s'en convaincre, aient principalement trait aux travaux de défense. Dans ces temps de troubles intérieurs, il importe de se mettre à l'abri d'un coup de main; les citoyens doivent s'armer, veiller aux portes, faire bon guet et bonne garde; les consuls reçoivent souvent des lettres de la cour; leur pensée dominante est de ne rien permettre qui puisse déplaire au Roi, et leur constante préoccupation est de maintenir la ville en son obéissance. Les habitants se souviennent en effet du temps passé; les luttes des trente dernières années les ont singulièrement appauvris; les rébellions de Jean IV et de Jean V contre l'autorité royale ont été suivies d'un châtement terrible : la destruction de la ville et le massacre. Ce châtement semble même leur apparaître comme une punition de la justice divine. On verra, dans une délibération, l'assemblée voter le paiement d'un prédicateur et le prier d'accepter pour le pardon de la ville.

Un jour, des enfants parcourent les rues, portant

un panoncel et criant : « Vive Armagnac ! ». Les consuls, les officiers de la sénéchaussée, les chanoines, les habitants se rassemblent : il faut ouvrir une enquête sur ces cris séditieux ; contre ceux qui ont pu organiser la manifestation ; il faut garder sur cet événement le secret le plus absolu ; éviter avant toutes choses de s'aliéner les faveurs du Roi. D'un autre côté, on ne néglige rien pour assurer l'avenir et la prospérité de la ville ; on tient surtout à conserver les bonnes grâces de Mgr de Lectoure et de M. le sénéchal. L'évêque vient d'être appelé à la cour, il aide de son influence et de sa fortune. Le sénéchal, qui est à la tête de la province, réside au château des comtes et la ville tient à conserver le siège de la sénéchaussée royale ; elle ne veut pas perdre son titre de capitale de l'Armagnac. Or, dès le début, des conflits inévitables se sont élevés entre les officiers de justice et les consuls. Ces derniers ont tenu à faire respecter leurs privilèges, leur droit de juridiction : les magistrats auraient préféré siéger dans une ville qui eût offert plus de ressources. En 1485, ils réclament encore un local ; on répond qu'on ne doit dans aucun cas leur céder la maison commune.

Indépendamment de ces quelques points principaux, nos livres de records comprennent bien d'autres sujets mis en délibération, qui tous reflètent l'état embarrassé d'une ville qui se relève et d'un peuple qui se reforme. Ils sont d'une lecture assez difficile et rédigés avec une concision remarquable. Il est à regretter qu'ils soient peu nombreux. L'inventaire de 1591 mentionne dix livres de records ou délibérations, de 1480 à 1514 ; ces dix livres avaient entièrement

disparu, et ce n'est que dans le cours de ces dernières années que ceux que nous publions aujourd'hui ont été retrouvés; ils sont au nombre de trois, encore sont-ils incomplets. La perte des lettres closes des rois Louis XI et Charles VIII aux consuls de Lectoure est peut-être encore plus regrettable; elles sont visées dans les délibérations presque à chaque page. Pour l'intelligence des textes, nous en avons copié quelques-unes dans les *Documents inédits sur l'Histoire de France*, où elles ont été publiées, et nous avons cherché à les rapprocher des records auxquels elles semblaient devoir s'appliquer.

En tête de cette deuxième partie, nous faisons figurer deux documents importants contenant deux syndicats : l'un du milieu du XIV^e siècle, l'autre de la fin du XV^e. Nous avons pensé que nous ne devions pas négliger ces grandes assemblées populaires des villes, qui avaient lieu le plus souvent dans les églises, et dans lesquelles elles choisissaient solennellement leurs mandataires et précisaient leur mandat. Le premier de ces documents est extrait d'un instrument de sentence arbitrale sur les limites, entre la commune de Lectoure et celle de Saint-Avit; il est de 1351, rédigé en latin et écrit sur une grande feuille de deux peaux de parchemin très bien conservée, d'une longueur totale de 1^m 52^c sur 0^m 71^c de large. Le second est extrait d'une transaction entre l'évêque, le syndic du chapitre et les syndic et consuls de Lectoure, à la date du 20 août 1487; il est rédigé partie en gascon, partie en latin; la copie authentique, sur papier, déposée aux Archives municipales, paraît dater du XVI^e siècle.

Telles sont les diverses pièces qui composent cette première publication. Nous ne nous dissimulons pas que nous apportons un concours bien modeste à l'œuvre entreprise par la *Société Historique de Gascogne*, mais nous avons cru qu'il était de notre devoir de ne pas laisser dans l'oubli le passé d'une ville qui a joué un certain rôle dans l'histoire, et qui, fière de son origine, s'est toujours montrée jalouse du maintien de ses privilèges, de ses franchises et de ses libertés.

LECTOURE, décembre 1884.



ARCHIVES

DE LA

VILLE DE LECTOURE

PREMIÈRE PARTIE.

COUTUMES

ÉTABLISSEMENTS. — RÈGLEMENTS. — STATUTS.

(XIII^e, XIV^e, XV^e, XVI^e SIÈCLES.)

MAI 1294.

COUTUMES DE LECTOURE.

(Archives municipales de Lectoure, AA. 1. — Deux peaux parchemin. — Sceau pendant en cire verte sur lacs de soie verte. — Copie de 1343).

SOMMAIRE :

Préambule. — Art. 1^{er}. Remise des châteaux, tours et forteresses entre les mains des consuls et des prud'hommes, en cas de guerre entre les seigneurs de la cité. — Art. 2. La cour de la cité (les consuls et les prud'hommes) connaîtra du différend entre les seigneurs sur les affaires concernant la seigneurie. — Art. 3 et 4. Exemption d'enquêtes et de droits de leudes et péages. — Art. 5. Droits de pacage, d'affouage, etc. — Art. 6. La vicomté de Lomagne ne peut être divisée; il ne peut y avoir qu'un seul seigneur. — Art. 7 et 8. Exemption de consignation en toutes causes poursuivies par les seigneurs; nul ne peut être actionné sans record de la cour de la cité. — Art. 9. Exemption du droit d'albergue. — Art. 10. Du droit de saisie. — Art. 11 et 12. Nul ne peut être jeté hors de sa possession sans connaissance de cause, et ne peut faire clameur à moins que le débiteur ne refuse le gage ou nie la convention. — Art. 13. Les seigneurs tiendront leur cour en la grande rue, et ne peuvent rien juger sans record des prud'hommes. — Art. 14, 15

et 16. Règles de procédure; délais accordés au défendeur; serment de *veritate*. — Art. 17 et 18. De la preuve et de la preuve contraire. — Art. 19. De la contrainte des témoins. — Art. 20. De l'appel. — Art. 21 et 22. Serment des avocats; ils ne peuvent être à la fois juges et conseils. — Art. 23. L'apanagé ne peut être poursuivi s'il n'y a requête de son seigneur. — Art. 24. Les appels sont directement portés à la cour du sénéchal de Gascogne. — Art. 25. Si le vicomte de Lomagne est en guerre avec ses voisins, les consuls sont arbitres du différend avant de le suivre, et prendre les armes; s'ils le suivent, indemnité est due après le premier jour, et cela ne peut avoir lieu que trois fois l'an. — Art. 26. Si le vicomte vient à Lectoure pour prêter main-forte à la communauté, il lui sera fait vente comme à un simple particulier. — Art. 27. Les établissements faits par les consuls et les bailes des seigneurs ont valeur en tout temps. — Art. 28 et 29. Saisie ne peut être faite qu'en cas de meurtre, ou sur défaut et refus de comparaître en matière de coups et blessures ou autre maléfice; aucun gage de défaut ne peut être pris; mais l'obstination à ne pas comparaître peut entraîner la saisie des biens, même la contrainte par corps en cas d'insuffisance. — Art. 30 et 31. Les exploits des sergents seront sans frais dans les murs de la ville et les faubourgs; gardiens ni sergents ne peuvent être mis sur les biens à moins de convention contraire. — Art. 32. Nul n'est soumis à un juge ordinaire des seigneurs; les bailes des seigneurs sont les seuls juges ordinaires et peuvent connaître de toute affaire avec la cour de la cité; leurs sentences sont du ressort du sénéchal de Gascogne sans intermédiaire. — Art. 33. Les produits des amendes appartenant au consulat de Lectoure dans les affaires jugées par les consuls seront départis entre les seigneurs et la ville. — Art. 34. Faculté donnée aux habitants d'acheter et transporter le sel, en acquittant les droits de péage dus à la ville. — Art. 35. Amendes ni droits pour services ou oublies à maison d'ordre ou église ne seront dus à raison de fiefs, mais seulement lesdits services ou oublies sur la demande des administrateurs des maisons ou églises. — Art. 36. Division de la ville en trois bans seigneuriaux; droits respectifs des seigneurs. — Art. 37. En cas de deshérence les biens sont mis entre les mains d'un prud'homme; après an et jour, ils sont confisqués au profit des seigneurs. — Art. 38. Droit de fournage reconnu aux habitants. — Art. 39, 40 et 41. Droit de capcazal dû aux seigneurs; les *capcazaliers* devront tenir écu, lance, épée et casque, pour la garde de la cité; les capcazaux peuvent être vendus, donnés à fief; ces ventes et ces baux à fief sont exempts de toute dénonciation à la seigneurie; règlement pour les réparations à faire aux murs de la cité entre les possesseurs de capcazaux, francs alleux, biens de services. — Art. 42. La femme mariée n'a aucun droit sur l'hérédité de son père en dehors de la dot; cas où elle peut réclamer pour cause de retrait lignager. — Art. 43. Main-forte par les seigneurs pour la poursuite et l'exécution des jugements. — Art. 44, 45 et 46. Achats et ventes; participation non forcée; exemption des droits de prison ou de geôle. — Art. 47. Serment des bailes aux consuls. — Art. 48. Les seigneurs ne peuvent rien prendre aux habitants; le cas échéant, indemnité est due. — Art. 49. Toute contestation pour des fiefs est portée devant le seigneur du fief, à moins d'en appeler à la cour des seigneurs de la ville. — Art. 50, 51, 52 et 53. Élection des consuls; leur serment; ils peuvent juger en toutes causes avec le concours des jurats; leurs sentences seront exécutées à leur requête par les bailes des seigneurs. — Art. 54. Les seigneurs ne peuvent citer un citoyen hors de la ville. — Art. 55. Poursuite de l'adultère. — Art. 56. Frais de

funérailles. — Art. 57 et 58. Consignation pour l'appel; pour la demande en garantie. — Art. 59. Seigneurs de Lectoure: le Roi, le vicomte et l'évêque; leur droit sur les viandes. — Art. 60. Droit sur les animaux vendus aux boucheries, dû au chapitre de Saint-Gervais, au Roi et à l'évêque. — Art. 61. Poursuites pour non paiement des droits de péage. — Art. 62. Terre gardée ou message (?). — Art. 63. Sentence donnée par un seigneur vaut comme si elle était donnée par tous. — Art. 64 et 65. Vente de fief a toujours valeur, excepté si elle est faite à des gens de mainmorte; la vente doit être dénoncée au seigneur du fief; il aura 8 jours pour prononcer. — Art. 66. Avocat d'office désigné par les seigneurs. — Art. 67, 68 et 69. S'il y a survivance d'enfants, la femme ne peut disposer de ses dotaux; augment en faveur du mari si la dot est mobilière; retrait lignager. — Art. 70, 71, 72. Le mari n'est tenu des dettes de sa femme que pour cause de commerce, pour dettes faites avec son autorisation ou à son profit; succession en ligne collatérale; préférence de la ligne d'où les biens sont advenus; quart réservé aux ascendants ou aux plus proches. — Art. 73. Fiefs ne peuvent être mis en mainmorte. — Art. 74. En cas de contestation entre les seigneurs et les citoyens sur des coutumes, les consuls appelleront les prud'hommes les plus anciens; si la contestation est entre les citoyens, les seigneurs avec la cour se joindront aux consuls et aux prud'hommes. — Art. 75. Objets insaisissables. — Art. 76. Salaire entier est dû au domestique s'il est renvoyé à tort; s'il s'en va sans raison, il ne lui est rien dû. — Art. 77 et 78. Gain de survie doit revenir à la famille du donateur prédécédé; la femme ne peut réclamer que sa dot et son lit, à moins de dispositions contraires ou d'être sur le point de devenir mère; sinon, elle doit faire compte à l'héritier du mari. — Art. 79. Les fiefs confisqués sont vendus dans l'an et jour. — Art. 80. Règles en cas d'incendie. — Art. 81 et 82. Plaies et effusion de sang; coups et blessures; pénalités. — Art. 83 et 84. Meurtre; légitime défense; pénalités. Contumace. — Art. 85. Destruction des récoltes; de l'incendiaire. — Art. 86. Poursuite du coupable de crime capital s'il est fugitif. — Art. 87. Des notaires; qualités requises. — Art. 88. Faux poids et fausses mesures. — Art. 89. Arbitrages rendus exécutoires par les consuls. — Art. 90. Tout contractant devant les consuls, habitant ou étranger, pourra toujours être contraint à s'exécuter. — Art. 91. Accord entre les seigneurs et les consuls pour transporter des blés et autres denrées. — Art. 92. L'étranger ne peut saisir un autre étranger dans la ville, mais il peut saisir l'habitant pour dette ou convention faites dans la cité; l'habitant peut aussi saisir l'étranger. — Confirmation des coutumes par Héliac de Talleyrand, vicomte de Lomagne; serment réciproque de fidélité.

[*Ayssi comensa la taula de la costumaz de la honorabla ciutat de Laytora*] (1).

[El nom del Pay e del Filh e del Sant Esperit, Amen :

Comensan las coustumas e los usadges longament obtengutz e usatz en la ciutat de Laitora e en las appartenensas, tant en judiament cant deforas, autreiadz sa enreyre par los senhors de la meissa ciutat, que la doncs eran, als cioutadans e cioutadanas presens e abiedors en la meysa ciutat, segunt que a nos Helias Thalayran (2), par la gracia de Diou vescomte de Lomanha, es estada fes feita, tant par publics estrumentz sagellatz e auctentics quant par leial testimoniage de tropas e diversas personas dignas de fe e de crezensa] (3).

1. E tot prumerament, es costuma e usadge en la dita ciutat, que se era guerra o discordia en la terra entre los senhors de la

(1) Ce titre, qui n'est pas reproduit en tête du texte des coutumes dans la présente chartre, portant confirmation de Jean I^{er}, comte d'Armagnac (1343), ni dans le vidimus de Charles VII (1448), figurait sur le grand livre des coutumes, aujourd'hui disparu (Inventaire 1576-1577. *Liv. blanc*, f^o 234; Arch. mun., DD. 1).

(2) Philippa, héritière de la vicomté de Lomagne et d'Auvillar, à la mort de Vézian, son frère, avait épousé vers 1279; Hélié de Talleyrand, fils d'Archambaud, comte de Périgord, qui s'était marié avec la veuve d'Arnaud Othon, père de Vézian et de Philippa. Tous les quatre octroyèrent les coutumes d'Auvillar, le 4 mars 1279. Par son testament du 4 avril 1286, Philippa donna à son mari la vicomté d'Auvillar, et déclara lui avoir engagé la vicomté de Lomagne pour vingt mille marcs d'argent; le 7 mai 1294, Marquèse, leur fille et seule héritière, reconnut la donation de sa mère, renonça à tout droit sur la vicomté de Lomagne, et prit le voile de Sainte-Claire au couvent de Périgueux. Quelques jours après, la noblesse de Lomagne reconnut la cession de Marquèse, et prêta hommage à Hélié de Talleyrand, dans l'église du Castéra-Lectourois, les coutumes de Lectoure furent rédigées et confirmées, le vicomte reçut serment de fidélité des habitants et jura de son côté de respecter leurs fors et leurs privilèges. (Lagrezze-Fossat, *Coutumes d'Auvillar*. — *Hist. de Gascogne*, tom. III, p. 56.) — La Lomagne a des vicomtes particuliers dès le x^e siècle. Ils ont porté le titre de *comtes de Lectoure*. Leur monnaie s'appelait *Arnaudine*. On n'a pas retrouvé les monnaies des premiers vicomtes. La plus ancienne est d'Hélié de Talleyrand, frappée à Lectoure (Encyclopédie Roret, num. mod., p. 187). — En 1181, un vicomte de Lomagne, Vivian, est assiégé dans Lectoure par Richard Cœur-de-Lion (D. Bouquet, t. XII, p. 449).

(3) Ce préambule, ainsi que la confirmation par Hélié de Talleyrand, *in fine*, ne figure que sur le vidimus de 1448.

dita ciutat, li meys senhors, a la requesta del coselh o dels autres prohomes de Laitora, si coselh no y auia, deuo liourar al meys coselh o als ditz prohòmes los castels e las torrs e las autres fortaleras que aurian dint la ciutat de Laitora, e li dit coselh o li autres prohomes deuon tenir e gardar los ditz castels e las ditas torrs e fortaleras, entro patz e concordia sia feyta de la dita guerra o discordia.

2. Item, si era contrast o discordia entre los ditz senhors sobre alcuna causa appartenent a la senhoria de la dita ciutat, li meys senhors deuo estar d'aquel contrast a esgart e a coneguda de la cort de la meysa ciutat, so es assaber del coselh o dels prohomes de la dita ciutat aperatz par lo dit coselh. E si algus dels ditz senhors no volia estar a l'esgart de la dita cort, la qu'en fos requerit par la universitat o per lo coselh del meys loc, passat .XL. dias aprop la dita requesta, la dita universitat deu esser ab aquel senhor que voldra tenir lor esgart e contra l'autre, e retenir los deuers que la meysa ciutat e universitat deuia far ad aquel senhor deshobedient, tant entro qu'els fossan accordatz (1).

3. Item, algus dels senhors de la dita ciutat no pot ni deu far enquesta contra alcun cioutadant del dit loc.

4. Item tot e sengles li ciutada de la ciutat deuon esser francs e quitis ab totas lor causas, per tota la terra e per totas las terras dels preditz senhors, luenh e prop, de tot peadge e de tota leuda (2).

(1) Les articles 1 et 2, ainsi que l'article 74, approuvés antérieurement par les vicomtes de Lomagne et confirmés en 1294, ne le furent pas par Jean I^{er}, comte d'Armagnac, en 1343, aussi sont-ils, sur nos textes, bâtonnés et annullés. Toutefois les lettres patentes de Charles VII, que nous publions plus loin, données à Tours, en 1448, ne modifient que l'article 1^{er}; et l'inventaire de 1591, sur les lettres de Charles VIII données à Rouen, décembre 1487, porte seulement: « qu'il est derogé au premier article d'icelles où est ordonné que « au cas en iceluy conforme les tourz et les forteresses seront mysés souz « la main du Roy... » (Invent. de 1591; Arch. mun., II. 1.)

(2) Cette exemption générale de leudes et péages, confirmée par le roi Charles V, par ses lettres patentes de mai 1369, donna lieu à diverses contestations, notamment avec le fermier des droits de la ville de Toulouse, qui fut condamné par sentence du sénéchal de cette ville, le 12 février 1487, et avec les chanoines et chapitre de Condom, contre lesquels les habitants de Lectoure obtinrent des lettres de chancellerie; de Toulouse le 31 mars 1489; de Bordeaux le 22 mai 1490 (Arch. mun., série FF).

5. Item, tut li predit ciutada deuo auer talh e ayga e fuelha e erba per lor e per totz lors bestiars, per tota la terra dels preditz senhors (1), exeptat que no deuo tenir cabana de bestiar brau en la terra del senhor vescomte de Lomanha, ses volentat de luy.

6. Item, lo vescomtat de Lomanha no deu esser devesit ny partit, ny hy deu auer mas .i. senhor, so es assaber, lo premier nat; e si lo senhor vescomte auia filha o filhas, no y deuo auer alcuna part el dit vescomtat, mas que deuo esser maridadas ab dines, empero dementre que y aya alcun filh leyal del senhor vescomte (2).

7. Item, si alguns dels preditz senhors e sos bayles, per si meys, demandaua alguna causa o movia questio contra algun dels preditz ciutadas, aquel ciutada o ciutadas no es tengud de fermar al dit senhor ni al dit son bayle, mas lo meys senhor o sos bayles quel deu judiar senes gran alongament ab la cort de la meysa ciutat sober son cors o sober sas causas.

8. Item, alguns dels ditz senhors ni de lors bayles no pot proar contra alguns dels preditz ciutadas, sino ab recort de la dita cort de la meissa ciutat e per causa en la meissa cort autreiada; e si alguns dels ditz ciutadas era acusat per los ditz senhors o per algun de lor, deu esser soutz e quitis d'aquera accusatio ab sagrament qu'en fassa que no es tengut d'aquo de que es acusat, sino quel senhor proes ab recort de la dita cort, segunt que dit es, lo crim de que seria acusat.

9. Item, li predit senhor ni alguns de lor companha no pot

(1) Les citoyens de Lectoure avaient ainsi certains droits de jouissance sur la forêt du Ramier (*l'Arramar*), dans le comté de Gaure. En 1282, Édouard, roi d'Angleterre et duc d'Aquitaine, dans le but de les gagner à sa cause, intercède pour eux dans une contestation au sujet de ces droits devant le sénéchal de Toulouse (*Littera regi Francie rogatoria pro universitate Lectorie*. Rymer, *Rôles gascons*, t. 1, p. 198). Ces mêmes droits furent reconnus en 1527 par le parlement de Toulouse, contre les syndics de Fleurance et de Pauilhac (Arch. mun., FF).

(2) Cet article expliquerait une tradition encore vivante, d'après laquelle le vicomte de Lomagne ne devait pas marier ses filles sans l'assentiment des nobles de Lomagne et de la ville de Lectoure; en effet, à défaut de fils légitime, la fille aînée devenait vicomtesse. A deux époques assez rapprochées l'une de l'autre, la vicomté est tombée en quenouille: le 7 mai 1294, Marquèse renonce à ses droits en faveur de son père Hélie de Talleyrand, et le 12 août 1325, Régina, héritière de la maison de Goth, les lègue par testament à Jean I^{er}, comte d'Armagnac, son mari.

albergar ab alguns dels ditz ciutadas, si no ac fazia ab voluntat del meys ciutada o que fos albergador usat e acostumat, al qual deu pagar aysi cum faria us autres (1).

10. Item, tot ciutadas de la dita ciutat pot penherar autre per son crezut deute o per cumbent s'il i a, sia estrani o priuat, solament quel dit contrayt, obligatio o promission, sian estatz feytz en la ciutat de Laytora o en la pertenh, e aqui meis els preditz cas totz hom estrani pot penherar tot ciutadas en la predata ciutat.

11. Item, alguns ciutadas auant ditz no deu esser gitat de sa possessio ses conoyshensa de causa.

12. Item, alguns ciutadas de Laytora no pot far clamor d'algun autre ciutada del meys loc per rason d'algun deute o combent, sino quel deutor lo vedes la penhora ol negues lo combent, sino que agues renunciat a la costuma.

13. Item, li predit senhor deuon tenir lor cort en la carrera maior de Laytora e no deuo judgar alcuna causa senes recort de prohomes de la meissa ciutat (2).

(1) L'exemption du droit d'albergue est presque générale dans les coutumes de la région, ainsi que dans les chartes des bastides (Cout. de Solomiac, de Mirande, etc., publ. par M. Bladé).

(2) Cet article, rapproché des nos 21, 22, 33, 43, et principalement des dispositions de l'art. 52, d'où ressort toute l'étendue du pouvoir consulaire, dévoile le système d'organisation judiciaire établi par la coutume. Les seigneurs de Lectoure (le Roi, le vicomte et l'évêque, comme les mentionne l'art. 59), devaient tenir leur cour dans la grande rue et ne devaient juger aucune affaire sans record des prud'hommes de la cité; d'un autre côté, les consuls, qui eux aussi avaient leur cour, pouvaient rendre jugement en toute affaire avec le concours des jurats (art. 52); de là, quatre pouvoirs complètement distincts, et, dans cette seigneurie toute particulière, quatre coseigneurs. Aussi, dans nos archives (la série des hommages notamment), voyons-nous les consuls de Lectoure prêtant serment de fidélité au comte d'Armagnac, faire protestation « de « n'entendre par ledit serment préjudicier aux devoirs qu'ils ont envers le roy « de France et évesque de Lectoure, cosseigneur de la dite ville pour une « quatriesme partie ». Mais ces quatre seigneurs justiciers ne sont que les exécuteurs des arrêts rendus par les prud'hommes ou jurats de la cité. C'est entre les mains de ceux-ci que repose tout le pouvoir judiciaire, l'ancienne ville romaine ayant toujours conservé ses droits de justice haute, moyenne et basse, tant au civil qu'au criminel, « *merum mixtumque imperium bassamque et « altam jurisdictionem* » (paréage de 1373-1377 avec le comte d'Armagnac. Arch. mun.). Il serait difficile de préciser, si tant est que les seigneurs ou leurs bailes dussent tenir leur cour en un local distinct de celui des consuls (ce qui s'induirait

14. Item, si algus ciutadas se clama d'algun autre ciutada, lo clament e aquel del qual sera feyta la clamor deuo fermar al senhor, laus e l'autre, e si fermar no podon, deuo lor fermar per lor meissors e per lors bes, fayt sagrament que no poden fermar per autre e que seguiran la causa a l'esgart de la cort e mustraran los bes; e aquel del qual sera feyta la clamor no deu fermar tro quel senhor l'a mustrat lo clamant, e si la demanda era de dines o d'autres causas moblas, solament que no sia de forsa o de violéncia, aquel del qual sera feyta la clamor pot auer totz sos dias costumals, so es assaber : dia per coselh, per avocat, e per guirent, e d'estiou, e per berenhas, per ferias; los quals dias avantz ditz agutz, pot auer sos autres dias costumals, so es assaber : de .VIII. dias en .VIII. dias. Empero si la demanda era de possessios o de honors, lo deffendent pot auer totz los preditz dias e plus dia per terragarda (1) e per dize contra la dita

des articles précités), quel était à l'époque de la coutume le lieu où se tenait leur prétoire dans la grande rue. Il est certain, toutefois, que chaque pouvoir avait sa place bien marquée, comme dans toutes les cités du moyen âge. Ainsi tout porte à croire que l'ancienne demeure des barons de Pordéac, qui devint en 1591 halle et hôtel de ville, était, au temps qui nous occupe, la maison du Roi, et que là se tenait son baile. Les derniers vestiges de ces constructions du XII^e ou XIII^e siècle, aujourd'hui disparus, présentaient les signes les plus caractéristiques de la puissance féodale; il résulterait même de certains documents que cette maison aurait été donnée par Louis XI, après la prise de la ville, au baron de Pordéac, en récompense de ses services. Le vicomte avait le château à l'ouest de la ville, l'évêque, le palais épiscopal au midi de la cathédrale, au milieu des cloîtres des chanoines. La cour consulaire siégeait à la maison commune, et là était la vraie cour de la cité : « La cort de la meyssa ciutat, so « es assaber del cosselh et dels prohomes, etc., etc. » (art. 2). Cette cour avait des droits supérieurs à la cour des seigneurs; ils sont écrits dans les art. 1, 2, 7, 8, 48, etc., etc.; et si de l'art. 52 découle pour le pouvoir consulaire la plénitude de la puissance judiciaire, il est facile de trouver dans les divers articles de la coutume des dispositions restrictives au pouvoir des seigneurs. — La maison commune, au XIII^e et au XIV^e siècle, était située, ainsi que les boucheries, en face de l'église Saint-Gervais, ayant au nord la grande rue, à l'est une petite rue latérale qui la séparait du cimetière et des petits mazets. Ceux-ci joignaient vers le levant les cloîtres des chanoines construits sur le côté méridional de la cathédrale. Ces constructions entouraient le palais de l'évêque, et leurs extrémités touchaient presque aux remparts qui, de ce côté, formaient de fortes défenses sur le front oriental de la ville (Arch. mun., *Livre blanc*, fol. 32, 33; et Inventaire de 1591, f^o 47).

(1) *Dia per terragarda*, terre gardée, message, fonction du messier (Lagrese-Fossat, *Cout. d'Auvillar*, p. 251).

terrargarda, e pot auer o crezer tres guirens en tota la causa no a sino 1^a garda; e si la clamor era de violensa, lo defendent deu respondre al prumer dia si doncas la violensa no era de causa moable, el quals cas lo defendent deu auer dia per terrargarda, sil demanda, aprop lo cal dia de terrargarda deu respondre lo deffendent e ades ses tota dilacion.

15. Item, tot hom a cuy hom demandara ab carta en la cort dels senhors de Laytora o devant los bayles, si la carta es estada autreiada per aquel a cuy hom demandara, sia tengut de respondre mantenenent al prumer dia si la ten per publica o per veraia o no, e no y deu auer plus dilacio sino que enpignes la carta de falsetat o allegues pagua. E si no era autregada par luy, n'a dia par respondre e copia del acta, sino que aquel fos procureire d'aquel que principalament auria la carta autregada.

16. Item, tot hom qui demandara en la cort dels bayles de Laytora o dels coselhs, jure sus los sans evangelis, al comensament del plait, que bona demanda e leial fara e vertadera, a son sen e a son scient, e que falsetat ni messonia no y aiustara, e que bos testimonis e leials i trayra o outras probacios, e quel playt al mays que puesca abreuiara, e menara ayssi son dreit mustran; e la part ques deffendra deu jurar per aquera messa maneyra, que veritat et loyaletat respondra e autreiara totas betz quel sia demandada, senes aiustament de mensonia, e que defugiment ni alongament ni dilacio de jorns maliciosament ni par lo playt alonguar no demandara, sino aquels quel seran necessaris tant solament a sa[s] deffensas mustrar, seguont los usadges e las costumias de Laytora (1).

17. Item, en tot plait, sia reals o personals, la demanda proe aquela part que a proar aura, lo prumer dia, sa entencion, si pot; e si no pot e vol autre dia, aia le, ab que jure sus los sans evangelis, qu'el a fayt leialment e diligentment son poder d'auer sas proansas e que no las a pogudas auer, e que leialment fara e procurara son poder que a l'autre jorn las aia; en aquesta maneyra fazen, pot auer entro tres jorns e no plus.

(1) Cette disposition se retrouve assez fréquemment dans les coutumes; c'était le serment de *veritate* (v. l'art. 21).

18. Item, totz hom que voldra reprobar e mal dire a testimonis de son adversari aia .i. dia ses plus per dize contra testimonis, .ii. dias per proar so que dit auria contra testimonis, ab que fassa sacrament cum desobre es dit.

19. Item, totz hom qui aura pleyt en la cort dels senhors de Laytora, si mentan sos testimonis, e ditz que no bolon venir per sas pregarias e requer compulsion, que hom los destrenga a far venir, tant solament en causas civils; e en causas criminals, que lo coselh los costrenga a far venir deuant lo senhor e far jurar de portar testimoniadge; empero asso s'enten tant solamens sils testimonis son ciutadas de Laytora, e que en algun crim que tocon, los senhos ni la cort no podon ni deuo algun home ni alguna femna (1) costrenher de far testimoni, si far nol volon, ni nulhs autre home, mas lo coselh ols senhos a la requesta del coselh.

20. Item, de la cort dels senhors ni dels bayles de Laytora nos deu nis pot algus hom ni alguna femna apelar, sino en .iiii. cas, so es assaber : si los bayles o la lor cort las lors razos no layshavan escriure a lor escriua, e la segunda si donan tal enterloqutoria que obtinges o deffezes tot lo dret de la partida; lo ters, si los bayles o lor cort, depuesc que seria renunciat e conclus el plait, no volian donar sentencia o menauan home per alonguament; depuesc que .iii. dias n'agossan assignatz, de .viii. dias en .viii. dias la partida se poyria apelar, e aquel senhor que conoysheria de l'apel, que a luy fos cert de la deffaute dels bayles, puesca e deia conoysser e judiar del principal, els bayles en aquel cas no deuo auer algun gadge de l'appellant; lo cart cas es apres la diffinitiuua sentencia, e pot se apelar lo condenpnat ol greuiat, sis vol, en la dita sentencia, e deu se apelar lo meteys dia e deu fermar a seguir l'apel, si pot, o jurar quel segra e

(1) En matière criminelle, la coutume de Condom n'admettait pas témoignage de femmes, s'il n'y avait pas témoignage d'hommes. Contre le témoignage d'un homme digne de foi il fallait le témoignage de deux femmes, et encore « si las femnas eran de bona fama e de bona vita, donas de lor ostau, maridadas « o vezoas, o puncelas e no sirbentas e que fossan majors de xx ans (Cout. de Condom, art. 146, publ. par M. Parfouru, *Musée des Archives départementales*, p. 262).

que no pot auer fizansa, e de redre las messios e de deffar e de complir la execucion de la dita sentencia principal, si es vencut el plait de l'apel e la conoyssensa de la cort dels senhos de Laytora; e pagar las messios del principal e de l'apel; en àutra guiza, si l'apellans de la cort no deu esser escoutatz ni auzitz, ny s'en deu retardar procès ni exequcio; e si l'apelans no ferma per fermansas sufficiens las causas desus ditas als preditz senhors, deuo esser mustratz tant dels bes mouables e no mouables de l'apellant que valhan be lo principal e las messios de que sera appellat, entro que sia con[e]gut per lo judge de l'apel si a be o mal appellat; e si l'apellant no seguis son apel dintz .XLI. dia, que caia de l'apel e sia costret del principal, salvas sas leials excusacios (1).

21. Item, totz hom qui avocara o razonara deuant los bayles ni deuant lo coselh de Laytora, sia tengut de jurar (2) al comensament del pleyt, que be e leialment acoselhara la sua partida e que vertat e leialtat dira e metra auant per luy a son sen e a son escient ses mesonia e ses falsetat; e si conoyshia que la sua partida calumpniosament ni contra dreit demandes ni deffendes, que laysharia lo captenh el patrocini en aquela causa que li auria promes; empero so que segret auria ausit de sa

(1) Ces diverses règles de procédure (de l'art. 14 à l'art. 20) se retrouvent dans les coutumes du Castéra-Bouzet, en Lomagne, rédigées en 1300 sous Hélie de Talleyrand, et dans celles d'Auvillar; au reste, ces dernières ont plus d'un trait de ressemblance avec celles de Lectoure, même par le style. Elles diffèrent toutefois sur certains points importants; ainsi les appels de la cour d'Auvillar se portaient devant le vicomte, ceux des cours de Lectoure devant le sénéchal de Gascogne « ses tot meian », le roi de France ayant la coseigneurie; la coutume d'Auvillar, malgré les établissements de Philippe-Auguste et de saint Louis, admettait l'épreuve du duel judiciaire, celle de Lectoure n'admettait que des titres, le serment, la preuve par témoins. Il est vrai que cette épreuve du duel n'était que facultative; il en était de même à Condom, « si las partidas per voluntat se volon combate, la batalha hi es... »; ici cependant nous voyons qu'en certains cas le duel est inévitable, « si ses meian lo « desmente el cas era atals que batalha hi cabos, la batalha se deu far... » (Cout. de Condom, art. 44, *Musée des Archives départementales*. — Cout. du Castéra-Bouzet, *Hist. de Gasc.*, t. VI, p. 94. — Cout. d'Eauze, de la Sauvetat, publ. par M. Bladé).

(2) Serment de *veritate* et de *calumnia*.

partida, segret o deu tenir, e no deu aconselhar l'autra partida segont la dita costuma (1).

22. Item, totz hom qui aura pres loguer o donat son captenh a partida que aia a plaideiar deuant la cort dels senhors de Laytora o dauant lo coselh, que sia fora del coselh (2) dels bayles e dels coselhs cant ad aquela causa, que no puesa esser cort ni coselhador de la qual aura pres loguer o fayt convenct, e si esta el coselh seladament e no s'en hieys e no s'en part, coste le .xx. sols de morlas, los quals sian donatz e aplicatz als senhors si peca en la lort cort, e als senhos e als coselhs si peca en la cort dels coselhs, la que sia cert als senhors en tant cant a lor toca, e als coselhs en tant quant a lor toque, dit prumerament per lo senhor e per lo coselh : que s'en parta si n'i a alguns aital (3).

23. Item, nulhs (4) ciutadas de Laytora nos pot clamar d'algun apanat d'algun autre ciutada del meys loc, senes requesta del senhor d'aquel appanat.

24. Item, si alguns ciutadas de Laytora entendia si esser agreuiat d'algun judgament o d'alguna sentencia o d'algun autre greugh de la cort dels senhos de Laytora o de lors bailes, se deu apelar al senhor senescalc de Gascunha o a son loctenent, ses tot meian, e no d'aqui en ios (5).

25. Item, sil senhor vescomte de Lomanha per aventura auia guerra o contrast ab algun son bezi, e requeria al coselh e a

(1) *Captenh el patrocín...* droit que le client payait au défenseur, qui, de son côté, s'engageait envers lui pour soutenir le procès « qui aura pres loguer o donat son captenh a partida... » (art. 22).

Captein, droit que les vassaux paient au seigneur pour la protection qu'ils en reçoivent, *captenium* (Roquefort).

(2) *Coselh* est pris ici dans le sens de conseil.

(3) Il y a quelque chose de solennel dans cet avertissement du baile ou du consul, jeté du haut de son siège dès le début de l'audience : « Que s'en parta o si n'i a alguns aital ».

(4) Variante *algus* (vidimus de 1448).

(5) Cet article, qui traite de l'appel, s'applique évidemment à tout jugement rendu par la cour, soit des bailes, soit des consuls. La Cour des consuls, qui a conservé les droits de justice civile et criminelle jusqu'en 1789, ressortit, après l'union de la ville à la couronne de France, au parlement de Toulouse. Pour les règles de l'appel, voyez art. 20 et 57.

la universitat de Laytora que l'aiudessan el seguissan ab armas, lo predit coselh deu requerir l'enemic e l'auersari del meys senhor vescomte tres betz, de .VIII. dias en .VIII. dias, qu'el estia el recepia dret per esgart de cort cominal de lor o de lor sobiran; e si aquel enemixs o adversaris vol far e recebre dret aissi cum dit es, li predit coselh e universitat non son tengutz de seguir ab armas lo dit senhor vescomte. Empero si lo dit enemixs o adversaris no volia far dret e recebre en la maneyra desus dita, lo predit coselh e universitat deuo anar e seguir ab armas lo predit senhor vescomte ayssi cum lor senhor, empero sotz tal forma que lo dit senhor vescomte deu auer companhas ab lasquals lo predit coselh e universitat puscan anar saubs e segurs a son poder; e deuo lo seguir lo prumer dia ab lor proprias despensas; el dit senhor deu los tornar aquel meys dia dintz lo vescomtat de Lomanha; e si plus los tenia, deu lor far tota lor messio del prumer dia enant (1); el dit vescomte deu prometre als co-

(1) C'est en vertu de cette clause que le peuple de Lectoure, étant allé prêter main-forte au comte d'Armagnac, Jean I^{er}, contre les Anglais, devant Aiguillon, reçut l'indemnité du service militaire : « Johannes, Dei gracia comes Armaniaci, « Fesensiaci et Ruthene, vicecomesque vicecomitatum Leomanie et Altivillaris, « locum tenens domni nostri Francorum Regis in tota Lingua occitana, thesau- « rario Regis vel ejus locum tenenti salutem : Attendens sollicita et benevolentia « affectione quam dilecti nostri et fideles et universitas Lectore habent de « presenti et actenus habuerunt ad servicium Regis et nostrum faciendum « et quod per nos mandati et rogati ut venirent ante Aculeum (Aiguillon), ubi « inimici dicti domini nostri Regis venire proposuerant et jam venerant usque « ad Castrum Mauronem (Castelmoron) pro debellando nobiscum; qui consules « Lectore venerunt ad nos cum honorabili comitiva hominum armatorum et « peditum pro resistendo dictis inimicis; et attendens expensas per ipsos factas « in veniendo cum honorabili comitiva, sex viginti lib. turon., in aliquali « recompensatione expensarum et serviciorum predictorum, eisdem dederimus et « donamus per presentes; mandamus vobis et precipimus quatenus dictis consu- « libus et habitantibus sex viginti lib. turon. tradatis et solvatis visis presen- « tibus indilate... »

Datum ante Aculeum (4 juin 1354), (suivi du sceau d'Armagnac, aux sorciers). (Bibl. nat., titres scellés de Clairambault, t. 136, pièce 2341. Communiquée par M. Paul La Plagne-Barris à M. Camoreyt, secrétaire de la mairie de Lectoure).

Le siège d'Aiguillon, où « eut le plus biel host et le plus biau siege que « on ewist » (Froissart, t. 1, § 341), avait été levé par les Français à la nouvelle du désastre de Crécy (26 août 1346). Le comte d'Armagnac, lieutenant du Roy en Languedoc, après avoir battu les Anglais en Rouergue, se prépare à remettre le siège devant cette place au commencement de l'année 1354. Il est

selhs e a la universitat de la dita vilá que lor portara guirentia del senhor sobiran, asso es de tot (1) deportament d'armas e de tot dampnadge donat a l'enemic o adversari del dit vescomte; e asso es assaber .III. vegadas l'an (2).

26. Item, si li predict coselh e universitat auian guerra (3) o contrast ab algunas personas, el dit senhor vescomte venia a Laytora per ajudar lor, li predict ciutadas lo deuo tenir venda coma lor bezi, ab bonas penhoras quel dit senhor meta al vendedor, las quals penhoras deuo valer lo tertz dier plus que la causa comprada; e si las ditas penhoras no auia soutas lo dit senhor dauant lo cap del mes, aquel que las auria recebudas

averti que l'ennemi se réunit à la Réole pour venir l'attaquer (21 mai). Les Anglais doivent passer par Castelmoron; on craint pour Agen (Archives communales d'Agen, série BB.).

On peut aussi rapprocher de cette même clause l'article 1^{er} des privilèges et coutumes des nobles de Lomagne, confirmés par Jean IV d'Armagnac en 1428, et antérieurement par Bernard, son père, en 1391 (Monlezun, *Hist. de Gasc.*, t. VI, p. 22).

(1) Variante : « e non de tot autre deportament » (vidimus de 1448).

(2) On trouve dans beaucoup de chartes ces mêmes dispositions relatives à la réglementation du service militaire « la Ost »; mais ce qui paraît moins commun, c'est de voir des citoyens s'ériger en tribunal supérieur pour régler le différend qui pouvait exister entre leur seigneur et les seigneurs voisins. A Lectoure, ce n'était que dans le cas où ces derniers refusaient l'arbitrage de la commune, que les consuls et l'université étaient tenus de prendre les armes. Le commencement de cet article, rapproché des articles 1 et 2 de la coutume, ainsi que de l'article 26 qui suit, prouve, autant que la plénitude du pouvoir judiciaire, un droit antérieur à l'établissement du système féodal qui avait nécessité les paréages et amené le recours aux puissants. Ainsi, d'un côté, si les seigneurs de la cité avaient guerre entre eux, les tours et les forteresses étaient remises aux mains des consuls, et si les intérêts de la seigneurie de Lectoure étaient en jeu, c'était la cour des prud'hommes qui devait en connaître; de l'autre, si le vicomte avait à guerroyer contre un ennemi voisin, cette même cour des prud'hommes, avant de déclarer le pacte d'alliance, s'établissait en arbitre, et, lorsque le vicomte venait en aide à la communauté en cas de guerre ou contestation « ab algunas personas », on ne lui reconnaissait pas le droit de prise ou prêt forcé, on ne lui faisait même aucun crédit : « lo deuo « tenir venda coma lor bezi ab bonas penhoras ». Auch et Condom, deux villes voisines, étaient régies par des règles différentes et entre elles tout à fait dissemblables. Auch était exempt de l'ost, « non tenentur exire cum armis... » (Cout. d'Auch, *Hist. de Gasc.*, t. VI, p. 66). A Condom c'était l'opposé : « lo senhor « d'Agènes a ost els homes e en la viela de Condom, quant ost se fe » (Cout. de Condom, art. 3).

(3) Droit politique de guerre ou de paix.

las pot vendre e alienar d'aquí en la a son profieyt e greug del senhor.

27. Item, los establimentz feyt per los coselhs de Laytora e per los bailes an valor e fermetat per totz temps (1).

28. Item, alguns dels senhors de la ciutat de Laitora ni lors bayles ni lors companhas no podon ni deuo metre ni pausar ban sobre alcus bes de alcun ciutada o ciudadana de la dita ciutat en alcun cas, sino que li ben d'aquel ciutada o ciudadana fossan encoregutz per murtre o per autre cas, e la doncs deuo esser pres los ditz bes per los ditz senhos e per lo coselh de la dita ciutat. Empero si alguns ciutadas o ciudadana de la dita ciutat per plaga o per qualque autre malefici o per deshobediencia defalhia a drèt, que no volgues venir ni comparar deuant los ditz senhos o deuant lor cort, li dit senhor podon bandir e penre los bes d'aquel defalhent tro que sia vengut e fassa dreit; e la donx deuo esser desbanditz. E si per auantura en autre cas, los ditz senhors o lors bayles o lors companhas metian ban, tant tost cum ne serian requeregutz per aquel o per aquela ciutada o ciudadana de Laitora de cuy serian li dit be banditz, o per lo coselh del dit loc, li auant dit senhors o lors bayles no deuo estar e moure lo dit ban; e si no o fazian, e aquel e aquela de cuy serian li dit be l'en ostava o usaua els ditz bes, que no fos tengutz de gatge ni de pecha per razo de ban trencat.

29. Item, es costuma e usadge e franquesa en la ciutat de Laytora, que li ditz senhors de la meysa ciutat ni lors bayles no an gadge de defaulta sobre alcuz ciudadant ni habitant de la dita ciutat, si citatz deuant lor no comparon; mas si no comparon, la que sian citatz deuant lor, li dit senhors los podon costrenher per penhoras de lors bes, tant entro que venga per deuant lor; e si bes no auian en que poguessan esser destreitz, per prenement de lors cors.

30. Item, li siruent dels auant ditz senhors no podon ni deuo prener alcun salari d'alcun habitant de la dita ciutat per citar ni per penhorar (2).

(1) Droit de législation.

(2) Ajoutés à la suite de la ligne et d'une écriture différente ces mots:

31. Item, li auant ditz senhors ni los bayles no podon ni deuo metre siruent ni hostages ni basto senhoril sobre los bes ni en l'ostal (1) d'alcun ciutadant ni habitant de la dita ciutat ni de las apartenensas, per deute ni per obligacion per lor meissor, ni a la requesta d'autruy, se no que especialment issia obligat.

32. Item, es costuma e usadge en la dita ciutat que alcus habitans de la dita ciutat ni de las apartenensas, no es sosmes ni subiugat ad algun judge ordinari o ordinaris dels senhors de Laytora ni d'algun de lor, coma judge sober principal ni sober apel; mas si contrast es enter alcus dels ditz habitantz, li baile dels auant ditz senhors son los judges ordinaris e deuo auzir los plaitz e defenir e determenar segont las costumaz de la dita ciutat e per la cort de la meyssa ciutat, e dels enant ditz bayles per apel es lo resort del senescauc de Gascunha de dreit en dreit ses tot meyan (2).

33. Item, todas las pechas e condepnacios que venon ni s'aparteno al cossolat de Laytora e son judgadas e conogudas per lo coselh del meys loc de Laytora, e totz los encorrementz endeueuentz en la dita ciutat ni en las appartenensas, de murtre o de larronia o d'otra causa qual que sia, deu benir a la man del dit coselh e per lor esser treitz e departitz als senhors e a la viela e ad aquels a cuy s'apartanen segon que desobre es declarat (3).

34. Item, es costuma e franqueza en la ciutat de Laitora, que tot habitant de la dita ciutat e de las apartenensas pot comprar sal en tot loc on a luy plaira e portar e far portar, peadges degutz pagan a la dita ciutat, o aqui on a luy playra e al mellis que

« dedins los murs els barris de la villa » (ms. de 1343). Le vidimus de 1448 porte l'article ainsi rectifié.

(1) Maisons, appelées *ostiex* dans le nord, *houstals* dans le midi (A. Monteil, *Hist. des Français*, t. I, p. 106 et 108; épître XLII, et les notes).

(2) Cet article vise spécialement les juges ordinaires, que les seigneurs pouvaient tenir en Lectoure pour juger les causes qui étaient en dehors de ladite seigneurie. Au surplus, voir l'art. 24.

(3) « Tiennent (les syndic et consuls) de toute ancienneté la juridiction « haute et basse et moyenne ayant cognoissance de toutes causes et matières « criminelles et civiles avec le prouffit de la tierce part des amendes et confiscations qui sont adjudgées en leur court, etc., etc. » (Série des hommages et dénombremens des biens et droits de la ville et cité de Lectoure; Arch. mun., série AA).

poira, vendre, o cambiar, e far sas voluntatz, alcun establiment de terra o de principit no contrastan.

35. Item, algus habitans ni abitairitz de la dita cioutat ni de las apartenensas ni outra persona aqui auent heretadge, no es tengut de pagar pecha ni ley (1) per servici ni per oblias que fassan a mason d'orde ni de religio ni a gleysa per fius que tenguan de lor, mas tant solament lo servici o las oblias, la que lor sia demandat per aquels a cuy las ditas maizos e gleysas se regardan gobernadoras (2).

36. Item, si alcus ciutadas de Laitora se clama als senhors del meis loc, d'alcun habitant en Porta cluza, de la cadena enjus, lo dit habitant no deu pagar mas .xx. dines morlas si es vencut per clamor, la qual clamor es del dit senhor vescomte, lo cal senhor vescomte o son baile pot e deu ausir la causa ses los autres senhors e determenar. E si algus dels autres ciutadas fazia clamor d'algun habitant en Laytora, so es assaber de la carrera de Pericer et de la carrera de Wilhem Bertrand ensus, los ditz habitantz en Laytora ne deuo pagar mas autres .xx. dines morlas per clamor si aquel de cuy seria feyta la clamor era vencut, la cal clamor deu esser del Rey e del capitol, e lors bailes deuo auzir la causa e determenar ses los autres senhors.

E si alcus se clama a la dita senhoria d'alcun habitant, de la dita cadena de Porta cluza entro a las preditas carreras de Pericer e de Wilhem Bertrand, lo meis habitant, si era vencut, deu pagar a la dita senhoria, so es assaber del Rey, del Vescomte e del Auesque .v. sos de morlas per la clamor, la qual causa tut li predit senhor deuon auzir e determenar (3).

(1) *Pecha*, amende prononcée par jugement ou arrêt de condamnation. *Ley*, loi, peine pécuniaire fixée par la loi (Roquefort).

(2) Voir articles 64 et 73.

(3) Cet article établit dans la ville même trois bans seigneuriaux parfaitement distincts. Le premier, dit de *Portecluze*, formait la partie comprise entre le château, les remparts du nord et du midi et les rues qui, de la porte Capdemasse (plus tard des Carmes) d'un côté, et de la porte du four (de Matabiau) de l'autre, allaient joindre perpendiculairement la grande rue au point où se trouvait la chaîne. On connaît l'usage des chaînes au moyen âge. « Les chaînes qui étaient
« fixées au coin des rues étaient tendues; des lanternes étaient placées à
« l'extérieur des fenêtres, et les bourgeois du quartier veillaient à chaque

37. Item, si algus o alguna cioutadas de Laytora o ciutadana desanaua o moria ses testament o ses heret o ses algun parent o cozi, li senhor del meys loc deuon recebre e tenir los bes d'aquel, e deuo metre los ditz bes en salvagarda ad algun prohome ciutada del meys loc, lo cal deu tenir e gardar los meys bes .i. an e .i. dia; e si dedintz lo cap del an e .i. dia no ve o no apareys alcus o alcuna del parentatge del dit deffunt, li premit be deuon esser encors als ditz senhors.

38. Item, cascus dels habitantz de la dita ciutat pot far forn en son hostel obs de coze son propi pa, el pot prestar a son vezi o ad autruy, solament que loguer o mandage no prenga; e sin prenia loguer o mandage, que sia tengut de pagar als senhors .LXV. sols de morlas de pena.

39. Item, li senhor de la dita ciutat deuo auer una betz cada an de cascuna mazo que es dens la meyssa ciutat en la carrera maior, exceptat el loc apperat de Laytora (1), o en las outras carreras myanseras que son dejus, i. dine morlas per cada astat de cara (2) de capcazal, exeptat maisos de francalesas. E totz hom qui ten mazo capcazalera deu tenir escut e lansa e espaza e cofa

« carrefour pour défendre l'accès de leurs maisons; ce genre de guet tomba en « désuétude avant le règne de Louis XIV, qui fit enlever dans les villes les « chaînes de fer encore scellées au coin des rues... » (A. Babeau, *La ville sous l'ancien régime*). Le terrier de 1491 (Arch. mun.) qui divise cette partie en deux quartiers, Reilhas au nord, Constantin au midi, la grande rue servant de ligne divisoire, rappelle encore la désignation antérieure « en la mytat de Portacluza ». Le second ban s'étendait des rues de Guilhem Bertrand (plus tard Porte-Neuve) et de Pericer (Sainte-Claire), jusqu'aux remparts de l'est; il a formé les quartiers de Corhaut au nord, et de Fontélye au midi, la grande rue formant toujours ligne divisoire. C'est dans ce dernier quartier de Fontélye que se trouvaient les maisons du chapitre, les cloîtres, le palais épiscopal, la cathédrale. Cette seconde circonscription semble porter dans la coutume le nom de « Lectoure », les énonciations de l'art. 39 qui suit, ne nous permettraient pas d'en douter « exceptat el loc aperat de Laytora ». Le troisième ban était compris entre les deux premiers; il a formé plus tard, de chaque côté de la grande rue, les quartiers de Guilhem Bertrand jusqu'aux remparts du midi, et de Marès jusqu'aux remparts du nord. Les désignations de ces divers quartiers ne paraissent pas être antérieures à la fin du XIV^e siècle (Arch. mun., *Livre blanc*, f^o 33).

(1) Ces mots doivent être lus comme mis entre parenthèses.

(2) *Astat de cara*. Le vidimus de 1448 porte *estat de cara*. Ce serait toujours une mesure linéaire de façade; *aste* ou *haste*, broche de bois, manche, bâton (Roquefort). Ne serait-ce pas la canne ?

punta (1), las quals armas deuo auer e tenir a la requesta dels preditz senhors per gardar la dita ciutat.

40. Item, totz hom e femna que aia mazon capcasalera pot bener o alienar o dar a fius aquera maiso, que no es tengut de representar a la dita senhoria la dita venda el dit affiuzament (2).

41. Item, cascuna de las maizos capcasaleras e las autras francas e servicials deuo reffar lo mur de la dita ciutat, a lor apartenentz, si cazia lo dit mur, ab los parceres; els capcazales podon esser obres; e quan a las mazos e mazo sobirana couenda a pagar .i. dine morlas en la dita obra, la maizo meiansera deu pagar .iii. poges (3), e la maizo iusan .i. morlas, e la senhoria deu penherar e costrenher los senhors de las ditas maizos per pagar so que la dita obra costara.

(1) Armes de ville : épée, lance, arc ; armes de village : hache, fauchon, épieu, targe ou rond de panier de tremble (Monteil, *Hist. des Français*, vol. 1, épître XLII, et les notes).

(2) De ces deux art. 39 et 40, auxquels on peut ajouter les numéros 49, 64, 65, 73, 79, résultait le droit pour la ville de Lectoure et les habitants de posséder les biens franchement, allodialement, et le pouvoir de bailler à fief comme seigneurs directs. L'art. 39 révèle deux catégories de biens : ceux de franc alleu, *prædia franca, libera*, « francaleses » ; ceux soumis à un certain cens, « capcasalers » ; encore ces derniers, à la différence des censiers ordinaires, peuvent-ils être aliénés, vendus ou baillés à fief, affranchis de toute dénonciation et de tous droits seigneuriaux, notamment de lods et ventes, envers le seigneur propriétaire primitif (art. 40). Les fiefs provenant de ces deux tenures sont désignés plus bas (art. 41) sous le nom de *serviciales*, c'est-à-dire frappés de toutes les charges des baux à fief, rentes foncières ou contrats emphytéotiques. Au sujet de ce droit de capcazal sur les maisons, un inventaire de Charles VII, dressé en 1497, porte « certains droits appelés capcasaux que anciennement, ès « temps des comtes d'Armagnac, estoient levés sur certaines maisons de la ville « de Lectoure qui avaient regard sur rue » (Oihénart, n° 53, t. cix. — *Revue de Gascogne*, t. XXI, p. 14). En 1635, les syndic et consuls de Lectoure eurent à produire leurs titres de directe devant les commissaires royaux, qui rendirent sentence de maintenue, prononcée à Condom par Scipion Dupleix, un des commissaires, le 30 juillet de la même année. Parmi les motifs adoptés, on lit « que les consuls et habitants étant en principe vrais seigneurs hauts justiciers, « il fallait qu'ils fussent eux-mêmes francs de fiefs ; le droit de haute justice « étant bien plus important, qu'exemption de fiefs et possession de franc alleu ». Un arrêt du parlement de Toulouse, du 13 décembre 1495, avait reconnu la ville de Lectoure exempte des taxes de franc fief et de nouveaux acquêts et déclaré que tous les émoluments communs appartenaient à la ville (Arch. mun., série FF, et Inventaire de 1591, f° 20. — Conf. art. précités et les n°s 2, 3, 4, 8, 68, 60, 71 des établissements. — Cout. de Condom, tit. *De fius*).

(3) *Pogès*, monnaie du Puy.

42. Item, alcuna femma o alcuna molher, depuys que son pay l'aura maridada, no pot demandar re els bes o en la heretat del dit son pay outra la dot que l'aura donat o promes, sino ac fazia per razo de tornaria (1), so es assaber : sil dit son pay e li autri filh o filha del meys pay eran mortz, o que las causas de lor fossan alienadas per lor o per autruy, el cal cas pot aquelas causas vendudas retenir per razo de tornaria per cemblant pretz quel autre y dones o y presentes, e asso ses tot frau; o quel meys pay l'aguessa fayta heretera, o certa causa layssada, o donacio en causa de mort fayta enter viuos : e asso meys es entendut, si la may l'auria maridada sa filha de sos bes, que aquela filha ni siou sucessor no podon demandar re plus, sino per razo de tornaria o dels preditz cas, segont que dit es.

43. Item, si als coselhs de la dita ciutat se rancura alcus ciutadas o alcuna ciutadana del meis loc, li senhor deon prene aquel o aquela a la requesta del dit coselh, el meis coselh aperat de prohomes de la meysa ciutat deuo judiar aquel o aquela, e apres li dit senhor deuo lo justiciar aquel o aquela e complir exeguir lo jutgament del dit coselh ses tota dilacio, a la requesta del dit coselh (2).

44. Item, si alqus ciutadas de Laitora compra alguna bestia per son servir o per son espleyt, o alcuna outra causa mangadora, no es tengut d'autre recebre en parcerer ni en partida quant a las ditas crompas.

45. Item, si alqus dels ciutadas de la dita ciutat es pres en alguna de las presos dels senhors de la dita vila, no deu pagar torradge ni presonadge, sia pres a tort o a dret; ni home estrani si era pres a tort (3).

(1) *Tornaria*, retrait lignager et successoral (art. 69).

(2) Les consuls étaient saisis par la *plainte* (rancura), les seigneurs par *clameur* (clamor). Cet article prouve encore le paréage de la ville avec les seigneurs. Ceux-ci doivent prêter main-forte aux consuls, soit pour la poursuite des coupables, soit pour l'exécution des jugements (art. 53).

(3) Cette question était jugée suivant les coutumes. Sous l'ancienne législation, les geôliers, pour se couvrir des droits de garde et dépenses, obtenaient des lettres exécutoriales sur les biens du prisonnier ou sur ceux de celui qui l'avait fait arrêter, tant en matière civile que criminelle. Ils ne pouvaient plus retenir la personne même du prisonnier depuis l'ordonnance de 1549 (arrêt

46. Item, si alcus o alcuna porta cambis o alcuna outra mercadaria a l'obrador o a la taula d'algun autre ciutada de Laytora, li senhors de l'obrador o de la taula no es tengut de recebre parcerer el dit cambi o en la dita mercadaria.

47. Item, si li senhors de la dita ciutat meton o pauzan baile o alcus de lor en la dita ciutat, el dit baile deu jurar al cosselh de la meysa ciutat que lor sia bos e leials e fizels e hobediens (1), e que lor secretz no reuelara ad alguna persona, e que los habitantz de la dita vila gardara de tort e de forssa de si meys e d'autruy asson poder, e que lor seruara e lor gardara lors fors e lors costumaz e lors usadges ancias e obtengutz en la dita ciutat.

48. Item, li preditz senhors ni algus de lors companhas no deu prene algun frut ni alcuna outra causa d'algun ciutadan de Laytora senes sa voluntat, e si ac faze, lo senhor o lors senhors son tengutz e ac deuo emendar al dit ciutada, la tala el dampnadge, a l'esgart del coselh e del autres prohomes, si coselh no auia (2).

49. Item, si dos ciutadas de Laytora tenon fious d'algun autre ciutada d'aquel meis loc e per razon d'aquel meis fious auian contrast, li dit fiuzaters entre lor, deuant lo senhor del meis fious, ne deuo far dreit e recebre e no deuant autre senhor, sino o fazian per apel deuant la cort dels senhors de la dita vila (3).

50. Item, la universitat el cominal de Laytora pot e deu elegir cosselhs ol meis coselh outra coselh successioument ab voluntat del dit cominal, aperat prumerament lo dit cominal ab corn o ab trompa, e en apres, auantz que li dit cosselh sian mentangutz, deuo esser demustratz als predits senhors o a lors bailes, li quals senhors o lors bayles deuo confermar lo meis coselh senes tot perlongament, e si far no o volian, quel coselh pogues elegir gardas e que poguessan trese pechas acostumadas (4).

de la Cour des aides de Montpellier, 18 février 1617, rapporté dans d'Espeys-
ses, t. I, p. 712).

(1) *Ben obedientz* (mots ajoutés au ms. de 1448).

(2) Voir art. 13 et la note.

(3) Voir art. 39 et 40 et la note.

(4) L'élection consulaire se faisait au suffrage universel, mais tous n'étaient pas indistinctement éligibles, comme on le verra plus loin. Pour cette grande assemblée, le peuple n'était pas appelé par la cloche du beffroi, mais à son de

51. Item, li dit coselh deuo jurar que be e leialment se auran en lor offici tant cant lor offici durara, e que gardaran be e leialment a lor poder lo dreit dels senhors e del cominal, e seran cominals als paubres e als rixs.

52. Item, quel dit coselh pusca far tot judgament en totas causas e far tot aquo que al poder ni a la senhoria del cosselh aparten; si nulh cas ni nulla fazenda si auenia que requeregues e que toques tota la cominaltat, puscan far ab juratz (1).

53. Item, las causas obligadas al coselh o determenadas per lor, lo [coselh] (2) las deu far tenir e mandar a exequcio.

trompe « ab corn o ab trompa ». Ici nous retrouvons encore la vieille tradition romaine. « C'est à l'aide de la trompe grossière du pasteur, que le héraut dans « les temps antiques de Rome appelait le peuple aux assemblées... ceux qui « sonnent de la trompe pour appeler les classes du peuple à l'assemblée des « comices, s'appellent *classici*. (Varron. — *Dict.* Daremberg et Saglio, verbo *Buccina* :

*Buccina cogebat priscos ad verba quirites
Centum illi in prato scepe senatus erat.*

Propertius, lib. iv, carmen I.)

Indépendamment du pouvoir judiciaire le plus étendu, comme l'indique l'art. 52 qui suit, les consuls avaient des attributions politiques et administratives, et leur plus grande prérogative était le droit de lever et de répartir l'impôt; elle leur fut maintenue par les rois de France, et Lectoure a toujours été reconnue pays d'État, seigneurie particulière et non soumise aux tribunaux d'élection (Arch. mun.): « L'an mil III^e e XXVIII et en lo mes de may, foron *remessas* « *las talhas ordenarias e extraordenarias* per los *senhors cosselhs* del dit an e « am recort de alguns jurats a Mosenh Bertran de Golart per la deguda deu « temps passat per los bes que ten que sa enre foron del noble Bertran de « Lauedan, per alguna cession a lu feyta per lo senhe de Fontanilhas, de l'an « mil III^e et XXVI finit mil III^e XXVII et del dit an mil III^e XXVII finit mil « III^e XXVIII entro en la festa de sent Johan BB^{ta} prodan venent, et asso per « alguns *servicis e plassès* que lo dit mossenh Bertran abia feyt a la universitat « et de mandamen dels dits cosselhs del dit an present; jo Bernard de Cunho, « not. ordinari dels dits senhors, ey escriut asso lo segont jorn deu mes de « jun l'an dessus dit. De Cunholio ita est » (*Livre blanc*, f^o 70 v^o. Arch. mun.).

(1) Voir art. 13 et la note.

(2) [*Lo coselh*]. Ce mot est biffé dans le ms. de 1343 et remplacé par ceux-ci mis en interligne : « *El Bayle dels senhors* ». On a ajouté à la suite de l'article : « A la requesta dels dits cossolhs ». Cette rectification est de la même écriture que la précédente. Le vidimus de 1448 ne porte pas l'article ainsi rectifié. Ces diverses corrections peuvent avoir été faites après l'accord sur la justice entre la commune et le comte d'Armagnac, en 1373-1377 (doc. publié par M. Noulens dans *l'Hist. de la maison de Galard*). La commune cédait au comte la moitié de son droit de justice, haute moyenne et basse, le comte,

54. Item, li senhor de la dita ciutat no deuo citar ny mandar algun ciutada de Laitora defora la dita ciutat, tant cant lo dit ciutada sia aparelhat de far dreit e recebre dint la meysssa ciutat a coneguda de la cort del meys loc.

55. Item, li predit senhor no deuo prene alcun o alcuna ciutadana de Laytora per adulteri ses clamor de marit o de molher, d'aquels laicals clamors deu esser feyta ab cort; e si alcus o alcuna asinc era pres, lo dit adulteri deu esser proat per duas personas bonas dignas de fe o per plus e deu esser judgat per la cort del meys loc, la cal cort li bayle deuo menar e establir al loc on lo dit adulteri sera feyt (1).

56. Item, lo marit deu sa molher defunta sepelir del son propi del marit, e aquo meis deu far la molher al marit, sil marit no avia re de que poguer esser sebelit.

57. Item, alcuna appellacio feyta del senhor no val, sino que l'appellans ferme en la cort de perseguir la appellacio per ferman-sas o per sacrament, cum desus es dit (2).

58. Item, guirent no deu esser recebut, si no que ferme, estan en la cort, de portar la guirentia (3).

59. Item, li senhors de Laitora, so es assaber, lo Reys, el Vescomte, el Avesque (4), deuo auer de cascun mazerer de Laitora

promettait l'exécution des jugements. Toutefois on retrouve les mêmes dispositions dans les prescriptions de l'art. 43 qui précède.

(1) L'adultère n'était poursuivi que sur la clameur du mari ou de la femme, portée devant la cour. Il fallait que le flagrant délit fût constaté. Les coutumes et les établissements sont muets sur la peine. Dans certaines chartes de la Lomagne et du Fezensaguet, nous voyons appliquer une forte peine pécuniaire, et si les coupables ne peuvent payer, ils doivent courir la ville « *nudus cum nuda* »; dans d'autres ils ont l'option comme à Auch, ou bien cette dernière peine est seule appliquée. Un arrêt du parlement de Toulouse, du 12 mars 1628, rejeta, comme contraire aux mœurs, la demande du seigneur d'Avensac qui en réclamait l'application, et déclara qu'il serait pourvu à la punition de l'adultère suivant le droit et les ordonnances (d'Olive, *Livre des arrêts*, chap. 1).

(2) Voir art. 20 et 24.

(3) Voir plus haut art. 14.

(4) Voir plus haut art. 13 et la note. Le sceau de la commune de Lectoure, au XIII^e siècle, représentait les trois seigneurs : le roi, le vicomte, l'évêque, et portait en exergue : *Sigillum capituli Lectore* (com. par M. P. Laplagne-Barris). — Sceau du XIV^e siècle. Sceau rond 33 millimètres. Ecu au bélier passant.

... A..... *Consulu. Lector*... (quittance de 120 liv. tr. pour dépenses faites par les consuls de Lectoure pour le service du Roi devant Aiguillon. Agen,

.i. dine morlas per cada buon e per cada bacca e que seran bendutz els mazetz de Laitora, e de porc e de truega .i. chapotes, e d'austra carn no deuon re donar li ditz mazerers.

60. Item, lo capitol de Sent Geruasi ab lo rey e ab l'auesque deuo auer, lo dimege deuant la sent Miqueu de setembre el dimege aprop la dita festa, todas las paolhas dels porcz e de las truegas e la carta part del pietz del buou e de la bacca que seran vendutz els preditz mazels en aquels .ii. dias.

61. Item, si alcus hom o alcuna femna eran acusatz de peadge panat, negaia aquel layronici, deure esser crezut per son sagrament; e si no vol jurar, deu pagar a la senhoria .LXV. sols de morlas per nom de pena e de ley; e si li dit senhor podon proar ab la cort de Laytora que aquel acusat ages confessat si no auer pagat lo dit peage, es tengut de pagar la dita pena.

62. Item, tot hom qui mustre terragarda (1) per si o per procurador, es tengut de dize .iiii. causas de las cals sin laysaua neguna no val la garda; so es assaber : que mustrara per cuy e a cuy e deuant cuy.

63. Item, sentencia donada per qualque .i. dels senhors de Laytora o per son bayle sober causa que deuant lui sera venguda per clamor o en outra maneyra, val ayssi cum si era donada per totz los senhors del meis loc.

64. Item, si algus ciutadas de Laitora vendia algus fius que tengos d'algus dels senhos del meis loc (2), e de tot ayso que sos bayles ne fassa ou autrege ou estanque, a e deu auer valor, exeptat a gleysa o mayson d'orde o de religio, la qual no pot receuer fius ni estancar, sino o fazia obs d'algun ciutada de Laytora, al cal lo laysses tant tost cum l'auria retengut (3).

sous le scel du consulat de Lectoure, 14 juin 1354. Clair. 2136, p. 2339. (G. Demay, *Inv. des sceaux de la collect. Clairambault*, n° 5147, p. 541, t. 1, *Doc. inéd.*).

(1) Voir art. 14 (plus haut) : « dia per terragarda o per dize contra la terra « garda... » C'était sans doute un gardien placé sur l'immeuble par le défendeur pour la conservation de ses droits pendant procès et fournir des renseignements (Voir cout. d'Auvillar, art. 87, par Lagreze-Fossat).

(2) Voir plus haut, art. 40 et la note.

(3) Cette exception de garantie vis-à-vis des personnes de mainmorte est générale dans les chartes (voir les dispositions formelles de l'art. 73).

65. Item, qualque ciutadas de Laytora que tenga fiours d'autre, si vol vendre aquel fiours (1), es tengud mustrar la venda e presentar deuant lo senhor de cuy mau, el meys senhor deu en pot auer .VIII. dias aprop la dita presentacio per auer cosselh si la voldra estancar la causa venduda ou autreiar la dita venda per lo semblant pretz que autre comprador y dona o y presentaua, o pot auer sacrament del vendedor que la venda fos feyta ses frau, sus l'autar de Sent Johan.

66. Item, si alguns ciutadas de Laitora auia pleyt deuant los senhors de la dita ciutat o deuant algun, e no podia trobar captenh (2) o auocat, lo senhor lo deu donar dels auocatz que usan en la cort, e li predit ciutada deuo pagar aquel auocat razonablement a l'esgart dels senhors.

67. Item, cascuna (3) molher maridada no pot far testament de las causas dotals, si a effant de son marit, si no ac faze ab voluntat del meys marit; empero si auia alcus autres bes parafernals o quel fossan vengutz per escazensa, d'aquels pot far sa voluntat.

68. Item, si alcuna molher auia donat per nom de son dot a son marit dines o honors per nom de dines, si la molher mor fenit lo prumer an, la tersa partida d'aquel dot deu esser del marit; e si mor acabatz .II. ans, las .II. partz deuo esser del marit; e si mor completz .III. ans, tot lo dot entier deu esser del marit o temps per temps. Empero si la dita molher l'auia donada o honors o possessios, no feyta mencion de diners, d'aquet dot pot far la molher tota sa voluntat sino que agos filh o filha de lor enterams.

69. Item, si alcun ciutadan de Laytora auia comprada alcuna honor o possessio e apres eran vendudas, la tornaria d'aquelas causas se regarda als filhs o a las filhas d'aquel o a lors successors per dreita linha descendent (4).

70. Item, lo marit no es tengut de pagar los deutes de sa

(1) Voir plus haut art. 40 et la note.

(2) Voir art. 21 plus haut et la note.

(3) Variante : *alcuna* (vidimus de 1448).

(4) Voir art. 42, retrait lignager.

molher, sino que la molher sia mercadera o aia feyt los ditz deutes ab voluntat de son marit o al profieyt del marit.

71. Item, si alcus ciutadas de Laytora mor e layssa alcun leial hereter filh o filha, e desana aquel filh o filha senes heret leial o ses testament, los bes d'aquel deuo esser e se regardan als plus propdas parentz d'aquel meys, so es assaber ad aquel que seran deuert la part on li dit be seran vengutz e en deffauta d'aquels als autres plus propdas parentz.

72. Item, si alqus ciutadas de Laytora desana ses filhs o ses filhas que no y laysses de leial matrimoni, no pot ordenar ni far testament ni codicilli ni per alcuna disposicio que fassa, que no sia tengut de layssar dels bes, que seran endeuengutz de son pay o de sa may o de qualques autres parentz, la quarta part al menhs al plus propdas parentz que aure, ascendens o descendens o collateraus, so es assaber, dels bes no mobles e ad aquels parentz que seran d'aquera partida on li dit be seran vengutz.

73. Item, alcus dels preditz ciutadas no deu pausar ni metre en man morta alcun fious que tenga d'autruy (1).

74. Item, si era contrast entre los preditz senhors d'una part els ditz ciutadas de Laitora d'otra sober alcuna costuma, lo cosselh del meys loc deu enquerre e cerquar bertat d'aquera costuma ab dels plus ancias (2) homes de Laitora dignes de fe ab sagrament de euangelis, e asso que ab aquel trobaran deu auer valor e esser judiat per costuma; e asso meys es si lo dit contrast era entre alcus dels preditz ciutadas, el cal cas, li preditz senhors ab la cort lor deuo cerquar enquerir de la dita costuma e de usadge, car del predit usadge es tengut de cercar lo cosselh, ab los preditz prohomes ancias (3) los preditz senhors, empero senes sagrament (4).

75. Item, alcus ciutadas de Laitora no pot penhorar autre per algun deute, armas ni drap de lieyt ni rauba de son cors, sino que fos fugitiu o speciaument obligatz (5).

(1) Voir art. 40, 64 et les notes.

(2) Variante : *proas* (vidimus de 1448).

(3) Variante : *anticz* (vidimus de 1448).

(4) Cet article est bâtonné (voir la note sur l'art. 2).

(5) Ces dispositions sont presque générales dans les coutumes de la région :

76. Item, si algus ciutadas de Laitora aferma mesadge o siruent o siruenta e en apres lo vol gitar de si senes tort que no l'aia, tengut es lo senhor quel pague tota la soudada (1) quel aura promessa, sol quel mesadge la vulha seruir be e fizelment; e si lo mesadge o la sirventa se volian partir dels senhors senes razo ans que agos complit son temps, lo senhor no es tengud de pagar re de sa soudada, ni nulhs hom nol deu amparar dintz lo terme ou seria affermatz.

77. Item, si lo marit e la molher s'an donat alcuna causa entre lor per razo d'espozalici el temps del matrimoni fazedor entre lor, aquel que sobreviura deu tenir assa (2) vita la causa asi donada per nom que dessus, e aprop sa fin deu tornar als plus propdas parens d'aquel que espozalici aura donat.

78. Item, molher no pot domandar re els bes de son marit saub son dot e lieyt que portat l'aura, sino quel marit l'ac vulha dar en sa darrera voluntat o que remases prenhs de filh o de filha de son marit, el cal cas deu vioure dels bes de son marit tro que sia deliurada; e si no era prenhs, que de la messio que auria fayta sober los bes del dit son marit estant vesoa e regardat son dot loqual auria portat en l'ostal del dit son marit, satisfassa e sia tenguda de pagar a l'hereter del dit son marit a l'esgard e a la coneguda del coselh de Laitora o dels prohomes, si coselh no y aue, si era pagada de son dot. E si li dit heretier l'auian presentat a pagar en outra maneyra, la dita molher aura sos obs dels bes de l'heretier entro que sia pagada de son dot.

79. Item, si alcus ciutadas de Laitora ten alcun fiou (3) d'autre ciutada del meys loc, el meis fiouzater fa alcuna causa per razo de la cal sos bes deuon esser encorregutz a la senhoria e al coselh e al cominal del dit loc, li preditz senhors e coselh deuo vendre los bes d'aquel dintz .i. an e .i. dia, e si no ac fazian,

« *Excipiantur omnes panni, lecti et vestimenta et omnia utensilia, etc...* » (Cout. d'Auch).

(1) Sodée (soudée), solde, paiement (Roquefort). Espagnol : *soldada*.

(2) Ce redoublement de lettres se retrouve assez souvent soit dans les coutumes, soit dans les établissements qui suivent; voir art. 80 et *passim*.

(3) Voir art. 40 et la note.

las causas fials deuon esser encossas al senhor o als senhors dels cals seran tengudas a fiours (1).

80. Item, si alcuna partida en la dita ciutat ardia, e alcuna mazo per raizo del destenher aquel fuec sera darocada o trencada o destruita en tal maneira quel fuec no anes o no passes d'aqui enant, la dita maizo trencada deu esser emendada al senhor de cuy es per la vila; e si per razo del dit fuec destenher, d'alcuna outra maizo prenia hom vi, lo meys vi deu esser esmendat asson senhor, si la maizo en la cal lo dit vi seria remania salva; mas si ardia, lo dit vi no deu esser emendat, la cal emenda deu esser feyta per la universitat de la dita ciutat.

81. Item, si algus ciutadas de Laitora plaga autre e la plaga sia leial (2) en sia feyta clamor a la senhoria e a la senhoria sia cert e manifestat e a la cort, aquel que la dita plaga auria feyta deu pagar .LXV. sols de morlas al senhor per nom de ley o de pena e satisfacer al plagat de sas despensas e sas messios, a coneguda del senhor e de sa cort. Empero si rancura n'era feyta al cosselh de part del plagat, lo plagant deu pagar per nom que dessus .LXV. sols de morlas al senhor o als senhors e .XL. sols de morlas al cosselh e .xx. sols de morlas al plagat e satisfacer als meys plagat de sas messios e dels dampnadge que faytz o suffertz n'aura, a coneguda del dit cosselh o dels autres prohomes de Laitora e partir per lo dit cosselh (3).

82. Item, si algus ciutadas de Laitora feria autre el ferit ne fazia clamor al senhor, la quel seria cert al senhor e a sa cort per leials sabensas, lo firent deu pagar a la senhoria .v. sols de morlas per pena e satisfacer au ferit del dampnadge que donat l'aura e de la onta, a l'esgart del senhor e de sa cort; e la cort deu senhor deu esser per totz temps en tot cas dels prohomes de Laitora (4).

(1) Cette disposition restreignait le droit du seigneur dominant ou justicier en matière de confiscation. Les biens du tenancier ne tombaient pas en son pouvoir, ce n'était que le prix; à cet effet, ils devaient être vendus dans l'an et jour après la confiscation et remis ès mains du seigneur direct.

(2) *Plaga leial, plaga legalis*. « Et appellam sang foiso tota naffra que sia « facha ab ferr o ab fust... » (art. 3, Cout. de Lafox, publ. par Ed. Cabié). Voir plus bas, art. 26, 70, aux établissements.

(3) Voir plus bas, art. 86.

(4) Voyez la note de l'art. 13.

Empero si de part del ferit era feyta rancura al cosselh, la que seria proat, lo firent deu pagar .xx. sols de morlas per nom de pena, dels quals la senhoria deu auer .v. sols de morlas, el ferit autres .v.; el dit cosselh .x. sols de morlas, e asso si li be del ferit e del firent de cascun valon .xx. sols de morlas; e si li be de cascun no valon .xx. sols de morlas, lo firent no es tengut de pagar mas .v. sols de morlas, dels cals deu auer la senhoria .ii. sols de morlas, el cosselh autres .ii. sols, el ferit .xii. dines; e si los dit .v. sols no podia auer lo firent, que deu esser mes el fons de la tor (1) e aqui estar a tant tro que be aia comprat l'ecces que fait aura.

83. Item, si algus hom o femna aucí autre o outra molher no degudament, lo murtrer deu morir la que cert sera, e totz sos bes deuo esser encors a la senhoria e al coselh de Laitora, en tal maneyra que la senhoria en deu auer .LXV. sols de morlas els ditz cosselhs .XL. sols e tot tant que plus i sera deuo partit sols per sols e liura per liura segont que desobre, sino que agues fait en cas forciu (2) e si deffenden o en outra maneyra que pogues si escuzar, a l'esgart e a la conoyssensa dels cosselhs e dels juratz de Laitora.

84. Item, totz hom o tota femna, que sia cridat fora la ciutat de Laitora per murtre o per exses e estara .i. an bandit fora la vila, sia tengut per artent e tengut del fait, e totz sos bes mobles e no mobles encors als senhos e al coselh. Si empero lo banitz ve dint l'an es pot purgar e deffendre del crim, pague las messios que seran faytas contra luy; car se rendia suspecttos e fugitious e crobe sos bes apres l'an, sis liura per son grat als senhos e al cosselh de la vila es pot deffendre del crim, [remanga en la vila] (3).

85. Item, si hom arde mazo o borda o talaua vinha [o verger] (4) o ardia blat escotissament, e que no fos trobat qui auria feita la mala feyta, que sia esmendat cum en la terra es acostumat.

(1) Il s'agit d'une peine prononcée par la cour des consuls. Le coupable était mis au fond de la tour; c'était sans doute la tour du beffroi de la maison commune du XIII^e siècle. Voir la note de l'art. 13.

(2) Cas de légitime défense.

(3) Ces mots entre parenthèses ne se trouvent que dans le vidimus de 1448.

(4) *O verger* ne se trouve que dans le vidimus.

86. Item, can alcus hom o alcuna femna fara plaga leial (1) o mort e comettra negun autre crim capital, si s'en fugh, sian pres totz sos bes e fait inventari e mes en salvagarda, e sia la messio dels bes si n'ia, e sia seguit lo fugitious per los senhors e per los amixs d'aquel a cuy aura fayt lo dampnadge, entro que sia atentz e tornatz en la vila quil pot auer o trobar; e si el no a de bes de que far se puesca, sia fayt a la messio dels senhors e del coselh, e las messios sian partidas entre lor aysi cum los encorrementz son partitz.

87. Item, li notari can son creatz en la cioutat de Laitora, deuo esser examinatz e cercatz per lo coselh del meis loc si son de leial matrimoni ni son personas de bona fama ni sufficiens a l'offici, e si aquo troban deuo esser presentats al cominal e apres als bailes, e li bayle a la requesta del coselh e ab lo meys cosselh deuo los ades a recebre (2).

88. Item, li senhor el coselh podon, quantas vegadas lor plaira, falsas mesuras e fals pes cercar, e si o troban a neguna persona, aquel o aquela deu pagar .v. sols de morlas a la senhoria e al coselh, e la mesura deu esser trencada el pes yssament, e de las ditas causas deuon conoyshe li dit cousselh (3).

89. Item, si era compromes escriout o no escriout entre alcus dels ciutadas o estranis ab los ciutadas en arbitres, ab pena e ab sagrament o ses pena e ses sagrament sober algun contrast e demanda, e sober aquel contrast o demanda sia estat deffenit per aquels meys arbitres, cant per alcuna de las partz comprometentz sera cert ab lo cosselh de Laytòra, quel meys coselh fassan tenir lo dit dels ditz arbitres, [dementre] (4) que a lor sia cert per testimonis o per estrument o autres leials documentz (5).

90. Item, de tot contrait o obligacio feyta per algun ciutada o per estrani al coselh de Laitora, li predit coselh puscan costrenher

(1) Voir art. 81.

(2) Les notaires faisaient aussi office de greffiers en la cour. Nous verrons plus loin un règlement de 1517 pour la taxe des actes du notaire ou greffier des consuls.

(3) Disposition restrictive au pouvoir des seigneurs. Voir note de l'art. 13.

(4) *Dementre* ne se trouve que dans le vidimus.

(5) Il résulte de cet article que seul le tribunal consulaire rendait exécutoires les sentences arbitrales.

aquel meys obligat e far la execucio a pagar la dita obligatio o prometio deuant lor feyta, e calque causa li predit coselh aian fayta o determenada que armagua totz temps en sa forsa.

91. Item, li senhor de la dita ciutat no deuo ni podon vedar blat ni vedar vi ni autras viandas mens de recort del coselh e de la cominaltat de la dita ciutat, nil coselh e la cominaltat mens de voluntat dels senhors soberditz (1).

92. Item, alcus hom estrani no pot penherar autre estrani dintz la ciutat de Laitora ni en la pertenh per sa auctoritat en algun cas. Empero tot habitant de Laitora l'estrani per son deute pot penhorar en mercat e en autre loc dintz la pertenh de la dita ciutat, e l'estrani pot penhorar l'abitant de la dita ciutat per deute o per combent feyt en la meissa ciutat.

Las quals costumaz e usadges longament aproatz e obtengutz en la ciutat de Laitora per los habitans del meis loc, nos Vescomte auant dit, segont que a nos es feita fe per nom e en la manera que desobre es dit et contengut; lauзан e aproan e conferman aquelas, en tant quant a nos es ni s'aparten coma obseruadas e obtengudas sa en derrer per los ditz habitantz, las costumaz e usadges per nos et per nostres successors, volens et autreians valer e obtenir per totz temps fermetat, lo nostre sagel pauzen en pendent, en l'an de la Incarnatio de Nostre Senhor Diou, Jhesucrist, de .mccxc. e quatre, lo disapte apres la festa de sancta Quiteria, verge. Lo qual jorn nos arcebom sagrament de fizeltat de la universitat de Laitora e nos lor jurem tenir e gardar lors fors e lors usadges e lors costumaz (2).

(1) Ces dispositions rappellent encore les paréages antérieurs avec les seigneurs de la cité.

(2) Voir le préambule de la coutume et les notes.

ARTICLES

INSÉRÉS ENTRE PARENTHÈSES A LA SUITE DES COUTUMES (1).

(Arch. mun., AA. 1.)

SOMMAIRE :

Art. 1. Vol d'outils ou d'instruments. — Art. 2. Vols de fruits par les gardes seront doublement punis; à la fin de leurs fonctions ils feront inscrire les contraventions ou subiront la peine du parjure. — Art. 3. Détournement de bois, branches de saules, pisseaux; peine. — Art. 4. Peines contré les charcutiers.

1. Item, si algus hom o alguna femna prenia o panaua alguna relha de alguna terra o aray, que fos dintz los dexz (2) e las pertenensas de la dita ciutat, senes voluntat d'aquel de cuy seria o de sa companhia, la que lo coselh ne seria cert, sia penut e sos bes encors a la senhoria e als coselhs.

2. Item, que si las gardas anan gardan e gardiegan, gastan ny prenon fruyta ni autras causas, sino passan que non metan en capayron (3), ni en fauda (4), ni autre loc, que pechen dobra pecha que outra persona deure far o pagar; e que las pechas que trobadas auren, dentz .i. mes a l'yssit de lor gardiadge, fassan escriure en la maison cominal en la pena de perjuri (5).

3. Item, que si nulhs hom ni nulha femna auia ni tenia albas ni payshetz (6) ni nulha maneyra de lenha en cabanas de baquis o en autre loc, la tenia e la vendia, si guirent no y auia o mostrar

(1) Ces articles sont de la même écriture que les coutumes qui précèdent.

(2) Lieux qui formaient les limites de la commune.

(3) *Capayron*, coiffure ordinaire des deux sexes au moyen âge; vêtement de tête, *caput*. Les hommes ont cessé de porter le chaperon vers le milieu du xv^e siècle comme coiffure ordinaire. Il est resté en usage aux siècles suivants pour les livrées consulaires.

(4) *Fauda*, giron, tablier, jupon, cavité en général (Roquefort).

(5) Quelle était la peine du parjure suivant la coutume? « E tot home que « fos perjuri proat deu esse gatiat en .LXV. p. d. Arnaudens saub sagrament « de calumpnia... ». Cout. du Castéra-Bouzet en Lomagne (*Hist. de Gasc.*, t. VI, p. 101).

(6) *Paisseau*, pièce de bois pour soutenir la vigne (Du Cange, *paisselare*). Latin, *paxillus*, qui paraît tenir à *palus*, pieu (*Dict. de Littré*).

nò pòdio d'on l'auria aguda, que peche .xx. sols de morlas als senhors e a la vila, abque sia trobat per testimonis o per gardas o per autras leials sabensas.

4. Item, que nulhs hom ni nulha femna o molher tenia o talhaua en sa taula o deuant sa taula en alguns dels mazelhs maiors (1) de la dita ciutat, que fos sabut per rancura feyta als ditz cosselhs que seran per temps, carn de porc mezero o grauada, que peche o pague als senhors e a la viela .Lxv. sols de morlas partidors enter lor; e de truega en la messissa maniera, si n'i tenia on vendia, que pague la sober dita pena .Lxv. sols de morlas (2).

ÉTABLISSEMENTS ET USAGES

FAISANT SUITE AUX COUTUMES.

(Arch. mun., AA. 1.)

SOMMAIRE :

Préambule. — Art. 1. Voleur en cas d'incendie sera pendu, ses biens confisqués. — Art. 2. La quarte part des fiefs sous-affieffés ne peut être arrentée pour plus de six ans. — Art. 3. Nul ne peut s'obliger sur ses immeubles que devant le seigneur dominant. — Art. 4. En matière de retrait, la demande doit être faite dans l'an et jour; l'étranger doit venir dans le mois suivant. — Art. 5, 6, 7. Ventes par les tuteurs ou curateurs; nul ne peut donner plus de pouvoir qu'il ne tient de ses auteurs; compte des tuteurs ou curateurs doit être demandé leur vie durant. — Art. 8. Tout possesseur de fief qui quitte la juridiction a quatre ans pour venir rendre ses devoirs au seigneur du fief; passé ce délai, le seigneur peut reprendre le fief. — Art. 9. Vol de pailles et foin. — Art. 10. Bestiaux ne peuvent être engagés. — Art. 11, 12, 13, 14, 15, 16. — Vol de nuit aux métairies; du recel; vol de pisseaux, sarments, bois, pieux, etc.; pénalités. — Art. 17, 18. Lacets et

(1) Nous avons vu que les grands « mazelhs » ou boucheries, étaient à la maison commune, les petits en face, séparés par une rue latérale (voir plus haut coutume, art. 13 et la note).

(2) Nous devons faire remarquer ici que les coutumes qui précèdent, ainsi que ces quatre derniers articles, ont été, pour la première fois, publiées d'après nos textes par M. l'abbé Monlezun, dans son *Histoire de Gascogne* (t. VI, p. 79). Les établissements et usages, le règlement sur les élections consulaires et les divers documents qui suivent sont inédits. Toutefois, M. Cassassoles, dans ses *Notices historiques sur Lectoure*, aux pièces justificatives, a publié des fragments du vidimus de Charles VII, des lettres patentes de Louis XI et des règlements consulaires de 1506 et 1517.

filets tendus en bois et viviers réservés; vol de lapins, pigeons de colombier; pénalités. — Art. 19. Du guet. — Art. 20. Nul ne peut acheter du vin pour revendre. — Art. 21 et 22. Défense de vendre, donner ou laisser aux gens de mainmorte; la personne de mainmorte donataire devra revendre dans l'année. — Art. 23, 24; 25. Coups et blessures entre habitants; entre homme et femme; pénalités; celui qui excite à frapper est puni de la même peine; coups et blessures entre habitant et étranger; peine; l'étranger sera mis au pilori. — Art. 26. Plaies, effusion de sang, homicide involontaire; pénalités. — Art. 27. Vol de poules, oies, etc.; pénalités. — Art. 28. Loi somptuaire. — Art. 29. Peine contre celui qui tirera le couteau. — Art. 30. Peine contre celui qui injuriera les consuls; s'il ne peut payer, il aura la langue arrachée. — Art. 31, 32, 33. Fausses mesures; défense de jouer aux dés; de boire en taverne après Complies sonnées; injure faite par l'homme de basse condition à un prud'homme; pénalités. — Art. 34. Règlement pour les bouchers. — Art. 35. Loi somptuaire. — Art. 36, 37. Peines contre la femme qui donne un repas lors de ses couches et de ses relevailles; contre la femme de basse condition qui injurie une femme prude. — Art. 38, 39. Peines contre l'incendiaire en ville et à la campagne; contre les destructeurs des récoltes. — Art. 40, 41, 42, 43. Vol de pailles et foin de nuit et de jour; vol avec effraction et de nuit; vol d'argent et d'objets de consommation pendant le jour; pendant la nuit; pénalités; — Art. 44, 45. Règlement pour les débitants, les tailleurs ou couturiers. — Art. 46. Limites assignées aux bannis; peine. — Art. 47, 48, 49. Peines contre ceux qui laissent vaquer des animaux; qui écorcheraient aux lieux défendus; qui feraient ou déposeraient des ordures dans la grande rue. — Art. 50. Peine contre les marchands qui laisseraient les jours de fête plus d'un battant ouvert. — Art. 51, 52. Règlement pour les bouchers. — Art. 53, 54, 55; 56. Peines contre ceux qui jettent des fumiers; qui se découvriraient pour faire des ordures; qui achèteraient sciemment des choses volées; qui feraient des ordures sous les couverts et les édifices communaux. — Art. 57, 58, 59. Règlement pour la vente des viandes. — Art. 60, 61, 62. Vente; délais pour le retrait lignager; délais particuliers aux étrangers; droit de l'enfant en matière de retrait. — Art. 63. Peine contre ceux qui achèteraient des animaux volés. — Art. 64. Règles pour les presseurs d'huile de noix. — Art. 65, 66. Peines contre les voleurs de blés et de vendanges de nuit et de jour; contre ceux qui s'opposeraient à l'exécution d'une saisie; contre les filous. — Art. 68, 69. Règles pour les fiefs. — Art. 70. Plaies; blessures; pénalités; qui ne pourra payer la grosse peine perdra la main. — Art. 71. Des fiefs. — Art. 72. L'enfant non commerçant ni émancipé, qui aliène des biens du père ou de la mère sans leur autorisation, est mis dans la tour au pain et à l'eau pendant huit jours. — Art. 73, 74, 75. Défense de vendre du blé vieux pour du nouveau ou mélangé, du sel mauvais ou avarié, du vin vieux pour du nouveau ou mélangé, du vin mêlé d'eau pour du vin pur; pénalités. — Art. 76, 77, 78. Règlement pour la vente des viandes; les tripiers ne débiteront pas dehors, en la rue droite; partie désignée; pénalités. — Art. 79, 80. Vol de blé, avoine et autres grains en gerbe ou en pile, etc., pendant le jour; pendant la nuit; pénalités. — Art. 81. Vol de gerbes par l'habitant ou l'étranger; pénalités. — Art. 82. Défense de mélanger la cire, le suif; pénalités. Art. 83, 84, 85. — Défense de vendre du poisson passé ou corrompu; d'acheter pour revendre poisson frais ou gibier avant qu'il n'ait été porté à la place; défense aux bouchers d'écorcher les animaux ailleurs que chez eux; pénalités. — Art. 86. Règles pour

la fabrication des cierges et chandelles de cire; ainsi que des chandelles de suif; infraction et pénalités. — Art. 87, 88, 89, 90. Injures; pénalités. — Art. 91. Les habitants, dans un rayon déterminé, sont obligés d'aller faire peser le blé, qu'ils voudront faire moudre, aux maisons de la ville où sont les poids; tarif des droits; pénalités. — Art. 92 et suivants. Des taverniers et courtiers; défense de vendre vin en gros aux taverniers pour revendre en taverne; aux taverniers d'acheter ainsi pour revendre; à toute personne d'acheter pour eux; tarif à poser aux taverniers par les particuliers dont ils débiteront le vin en taverne; compte que doit rendre le tavernier après la vente; pénalités. — Art. 97, 98. Peines contre celui qui aura bu en taverne et sera parti sans payer; contre les taverniers ou courtiers qui auraient décrié les vins des habitants qu'ils auraient eu à vendre.

Aquel son los establimentz, els usadges, longament obtengut e observat sa en darer (1), en la ciutat de Laitora, de tant de temps que non es memoria.

1. Si fuec se gafaua el alguna mazon de la viela de Laitora o dels barris (2), e nulhs hom ni nulha femna que sia decaat prene dels bes e de las causas del senhor de la dita mayson o dels besis en torn, que aquet o aquera qui ac aure agut, ac renossa dentz certz dia, la que la crida fos feita per la viela que las causas fossan arenudas; e si no ac fasze e que ag estanquessa o que ag celes, en coselh n'aue arencura e ag pode trobar ab leials sabensas o ab cofession de luy medihs, que fos penutz e sos auers encors.

2. Que nulhs hom ni nulha molher qui tenga fieus d'autruy (3), en aian afieuzat las tres partz, hytz o lor ancessor, que la quarta part qui arman no puescan enpanhar ni arrendar plus de .vi. ans; e si per aventura algus hom o alguna molher a faze, el coselh n'aue arrencura, que lo sobre dit coselh fos tengut d'aquet arrendament o peynhs de fer defar, e de auer .v. sols de morlas d'aquet

(1) Ces expressions « longament obtengut e observat sa en darer » rappellent le préambule de la coutume.

(2) *Barrî, bari*, faubourg, porte d'une ville; *vara, barra*, barrière; bas latin *barium* (Roquafort). Les documents les plus anciens, qui fassent mention des faubourgs de Lectoure, aux archives municipales, sont: 1° un livre manuscrit contenant des reconnaissances de fiefs, testaments, obits pour le couvent des Frères Prêcheurs de Lectoure, situé au faubourg Saint-Gervais, 1288-1618 (1 vol. in-4°, cart., série GG.) (donné par M. Descamps, maire et député); 2° deux instruments de vente de maisons et d'adoubarie de cuirs, situés au barri de Fontelie, de 1388 et 1434 (série FF).

(3) Voir cout., art. 40 et la note.

qui ag recebre, e que lo senhor qui s'arrencurare que n'agos la quarta part, el plus qui armayre qui partissan per miey los senhors ab la viela.

3. Que nulhs ni nulha molher no pueca obligar especialment nulha heretat sino deuant lo senhor de cuy mau (1), e si a faze è non vie deuant lo senhor de cuy mau, que aquet obligament no agues valor, e que lo senhor de cuy maura sia tengut de dizer a tot home qui la compressa que aquera heretat era autruy obligada especialment; e si no ag dize, que al senhor costes .x. sols de morlas, si no s'escusaua per sacrament que no era feit deuant luy o nol menbraua, si lo coselh n'aue arrencura, e que n'agos la quarta part equet qui s'arrencure, el plus per miey als senhors e a la viela.

4. Totz hom e tota molher qui vissa alienar nulha causa que entenos a demandar per nom d'eretadge e de proprietat, que demane dens .i. an e .i. dia en la man del senhor (2), car si no a faze d'aqui auant sos demans no agossa valor; e si algus hom o alguna molher era fora d'esta terra, que y sones o toques que fos vengut dens .i. mes, car si no a fase, sos demans no agossa valor, el senhor que sia tengut d'autreiar la dita obligacion, e si no a volia far, que la obligacion aia valor, la qu'en sia requestz (3).

5. Tot hom e tota molher que volossa comprar d'ordenes o de tutos o de curados, que veia lo poder que aquid auran de bene, e si be que hytz aian poder de bene e que sia estat cridat .iii. betz per la viela ab lo poder que sia encartat en la cartat d'aquet qui comprara, que la compra e la venda aia valor.

6. Totz hom e tota molher que aia comprat sa en darrer heretat o possessios, que aia valor ayssinc cum ed o sos linadges ac aue

(1) Voir cout., art. 40 et la note.

(2) Voir cout., art. 42 et 69, retrait lignager.

(3) La première partie de cet article ne fait que rappeler la coutume générale de France, en matière de retrait. La seconde qui vise le cas des étrangers « si « era fora d'esta terra » semble s'inspirer de la loi romaine : *non licere habitatoribus metropolitane loca sua ad extraneum transferre* (Codicis undecimi, lib. 4, tit. 4), et pose des règles rigoureuses. Pour que leur demande en retrait pût avoir valeur dans l'année, il fallait qu'ils fussent au moins venus dans le mois suivant, et ce délai ne partait pas du jour de la dénonciation du contrat « que y sones « o toques » mais du jour même de l'obligation (ms. communiqué). — Voir plus bas les art. 60, 61, 62 des établissements (retrait lignager et successoral en matière de vente).

tengut ansianament; e si algus hom o alguna molher y faze demanda, que lo coselh lo destrenga o l'on fassa deixar el ne fassa pechar .x. sols de morlas.

7. Totz hom e tota molher que de ordenes o de tutors o de curadors vulha ausir comte, si a luy s'aparten, que lo compte demane en vida de lor ordenes o tutors o curadors, car si no a faze, non fossan tengut los heretz d'aqui enant; e si algus hom o alguna femna ne faze deman el coselh n'aue arencura, que les ne fessan laysar, e si no a faze, que l'en fessa pechar .xx. sols de morlas per cada betz quel l'on couengues deuant senhor a venir.

8. Totz hom o tota femna que tenga fius de senhor (1), que s'en ane fora d'esta terra, que venga dens .iiii. ans deuant lo senhor de cuy mau per far son deuer, ed o hom per luy, car si no o faze, lo senhor de qui mau lo fius sol pot prene e metre a sa man, cum al son, e nol sia tengut d'espone ni d'arreder a luy ni a son heret.

9. Totz hom e molher tota que se rancurara que hom l'aia panatz fen o palha de sa borda, aia la quarta part de la pecha (2) que hom ne trayra.

10. Nulhs hom no oblige bestiar especialment, car si aquetz qui l'aura obligat lo bene, e aquetz a cuy l'aura obligat lo demanaua, que sos demans no agossa valor; mas aquet quel benera que n'arseba bona fisansa, o garde a cuy la cargara.

11. Totz hom e tota molher qui panara alguna causa nuytor-
nalment de borda, que pague .LXV. sols de morlas; e si nols potz pagar, que cora la viela e parga l'aurelha (3) e sia fora gitat de la viela tots temps entro pague la pecha soberdita; e tots hom qui a fara saber al coselh (4), que n'aia lo quart, el coselh que tenga selat.

(1) Art. 40 de la cout. et la note.

(2) Voir la note de l'art. 35 de la coutume.

(3) *Parga l'aurelha*. Cette peine était d'une application générale (*Établissements de Saint-Louis*).

(4) Pour faciliter la répression, les délateurs étaient récompensés et on leur promettait le secret. On retrouve cet usage dans certaines villes, notamment à Auch (Statuts concernant la police, 1489. Arch. de l'Hôtel de Ville d'Auch, *Livre vert*; Lafforgue, t. I, p. 373).

12. Totz hom e tota molher qui panara nuytornalmens nulha causa; acceptat figas, o arrasins, o pruas, o auras (1), o fruyta qu'en prengos en la man, que pague .LXV. sols de morlas; e si nols pot pagar, que corra la viela e perga l'aurelha e sia fora gitat per tots temps entro pague la pecha soberdita; e totz hom qui affassa asaber al coselh, que n'aia lo quart, els coselh que l'en tenga selat.

13. Totz hom e tota molher qui sia cossentz de nulh layronici ni l'arcuelh en son poder, si ac sab e no ag fe assaber al coselh, que sia tengutz del layronici aissinc cum aqued que aure fait lo larronici.

14. Totz hom e tota molher qui scientment tenga garda de nulh laironisi ni euenga en presamyent, sia tengutz del laironici aissinc cum aquetz qui fara lo layronici.

15. Totz hom e tota molher qui trayre paysset (2) de l'autruy vinha ni essarment ses voluntat del senhor de la vinha, que peche .v. sols de morlas ses merce al[s] senhors e la viela; e si pagar no pot, que cora la viela ab lo paisset e ab lo eissarment, e iesca de la viela per totz temps entro pague los .v. sols de morlas soberditz; e totz hom qui ac portara ab laial sabensa al coselh que n'aia lo quart.

16. Totz hom e tota molher que prenera lenha d'autruy bosc, ni paisset nau d'autruy aubareda, ni pau, ni lata de casau ni de plassa, ni arredge de borda, ses voluntat del senhor de cuy sere, que peche .xx. sols de morlas ses merce als senhors e a la viela; e si pagar no pot, que cora la viela ab aquero que aura pres, e iesca de la viela per totz temps entro que pague los .xx. sols de morlas soberditz; e totz hom qui ag portara als senhos de coselhs ab leials sabensas que n'aia lo quart.

17. Totz hom qui tenera cordas en l'autruy bosc bedat (3), ni fassa lasserias ob de prene nullas saubadgias ses voluntat del senhor de cuy sere, que peche .xx. sols de morlas ses merce als senhors e a la viela; e si pagar no pot, que cora la viela, e iesca de

(1) *Auras, aueras, noisettes.*

(2) Voir plus haut, *Articles entre parenthèses*, la note de l'art. 3.

(3) *Bost bedat*, bois défendu, réservé. — *Vetare*, lo Bedat.

la viela per totz temps entro pague los .xx. sols de morlas desus ditz; e totz hom qui ac portara al coselh ab leial sabensa que n'aia lo quart.

18. Totz hom qui pescara l'autruy pesquer, ni amarara los pesquer, ni cassere en l'autruy clapot, ni prenera coloms nisies de colomer (1) ses voluntat del senhor de cuy sere, qui pague .LXV. sols de morlas als senhos e a la viela; e si pagar no pot, que cora la viela e iesca de la viela per totz temps entro pague los .LXV. sols desus ditz; e totz hom qui ac portara al coselh ab leial sabensa que n'aia lo quart.

19. Totz hom qui sera manat a la gueita de nueytz, si s'arman o no y enuia persona sufficient o seuentiu ses boluntat del coselh o d'aquel que sera el loc del coselh, que pague .XII. dines morlas ses merce.

20. Nulhs hom no compre vin per arrebene, e si ac faze, que paga ne e peche .xx. sols de morlas ses merce als senhors e a la viela; e quel que ac portara al coselh que n'aia lo quart (2).

21. Nulhs hom ni nulha molher no bena [ni done ni leiche] nulha mazon ni plassa ni nulh seruici dens los murs de lo viela [ni defora] a nulhs homme ni a nulha femna [de religio o de ma morta, et aquet o] aquera qui a fare que perde aquero que aure.

(1) *Coloms nisies de colomer*, pigeons ayant niché dans les colombiers. — Ces divers droits de chasse, de colombiers, de viviers, de garennes réservées, etc., que la commune de Lectoure tenait de son titre de seigneurie, sont fréquents dans les chartes du pays. On voit encore dans les environs quelques anciens colombiers du XIII^e siècle, que l'on connaît généralement sous le nom de *hunes*. En 1276, Géraud, vicomte de Fezensaguet, donna aux habitants de Mauvezin le droit de chasse et de pêche sur toutes les terres de la vicomté. Même droit avait été concédé à Nogaro par les comtes d'Armagnac aux consuls et honorables habitants du lieu : « *Quod possint consules et honestiores habitatorum non autem viles et mecanici venari et piscari in nostro comitatu cum canibus et aliter*, etc. » Voir cout. de Mauvezin et de Nogaro. — Cf. cout. de Sainte-Gemme : « *Et illi liceat in suo fundo piscari et venari*. » — Cout. d'Auch : « *Facultatem venandi omnem venationem per totum comitatum Fezensiaci* »; ici la chasse est même réglementée, et défense est faite de chasser « *ab introitu mensis maii usque ad festum Omnium Sanctorum*. » — Dans diverses chartes de bastides, nous retrouvons les droits de colombiers, de viviers, de pêche, mais non le droit de chasse (Cout. de Solomiac, de Monfort). Dans d'autres, aucuns de ces droits ne sont mentionnés (Barran, Marciac).

(2) Voir plus bas aux art. 92 et suivants.

benutz [o donat o laichat], e sere tengut de pagar la grossa pena; so es asaber .LXV. sols als senhors e .XL. sols a la viela (1).

22. Si nulhs hom o nulha molher daua nulha mayson o plassa o servici a nulh hom o femna de religion, que aquel o aquera de religion ag aian benutz dens lo cap de l'an a bezin de la viela o a besina; e si per aventura no a fezen, que lo senhor el coselh ag metossan a lor man coma lor causa (2).

23. Si algun besin fier autre son besin (3), el coselh n'aue arencura, que ac pogos cercar ab leials sabensas sober sacrament e sic ac trobaua per .II. prohomes besins o per .I. tal quin fos cresedor o per .II. molhers tals quin fossan crezedoras, que fos tengut de pagar .XX. sols de morlas al coselh, si eran tals las personas de que lor medihs lor poguessan auer. E si eran tals que auer nol poguessan o la una o enteramas, que paguessan cada .V. sols de morlas, si enteramas las partz auen ferit; des quals, si de .XX. sols era la pecha, aian las senhorias .V. sols e la viela .X. sols el ferit .V. sols; e si la pecha era de .V. sols, que n'agossan las senhorias .II. sols e la viela .II. sols el ferit .XII. dines.

24. Si molher fier home, que peche .XX. sols de morlas, e si fier outra molher, que peche .V. sols de morlas; las quals pechas sian partidas en la sobre dita maneira; e si hom fier molher, que peche .XX. sols de morlas, si auer los pot l'om e la molher; e si auer nols podon enteramas las partidas o la una partida, qu'en peche .V. sols de morlas; e si enteramas an ferit, que pechon cada .V. sols de morlas; las quals pechas sian partidas en la sobre dita maneira, so es assaber: que de la pecha dels .XX. sols aian las senhorias .V. sols e la viela X. sols el ferit .V. e la ferida quals sia; e dels .V. sols aian las senhorias .II. sols e la viela .II. sols el ferit o ferida quel que sia .XII. dines. E si besis o besia fier autre, e nulhs besis o besia ditz: dat lo ben, que peche aitant cum si aue ferit (4).

(1) Tous les mots entre crochets sont ajoutés entre les lignes et d'une écriture différente.

(2) Voir pour ces deux art. 21 et 22, les articles de la coutume, 64 et 73.

(3) On sait que ce mot *besin* (*vicinus*) se traduit dans nos coutumes par habitant, *vicanus*.

(4) On trouve rarement cette disposition qui punit de la même peine celui qui a frappé et celui qui excite à frapper « ditz: dat lo ben ».

25. Si besis fier home estrani, que peche .v. sols de morlas, si auer los pot; e si hom estrani fier besi, que peche autres .v. sols de morlas, si auer los pots; e si auer nols potz aquel qui aura ferit, si es estrani o priuat, que pueie en l'espillori (1).

26. Si besis apertament plaga autre o plaga vesia e la plaga es leials (2), que peche .LXV. sols de morlas a las senhorias e .XL. e .v. sols de morlas a la viela e .xx. sols de morlas al plagat, e sos cors que sia pres e mes en carcer e en tengut tro quel plagat sia mort o sia garit. E si mor lo plagat, quel meta hom dejus lo qui plagat l'aura, si per la plaga que el l'aura feita mor; e si garis lo plagat, que sia tengut lo que plagat l'aura de pagar las sobre ditas pechas; e si las pechas no pod pagar, quel geta hom de la viela e que jhames no torne dens los dexs entro pagadas aia las sobreditas pechas. E si ag faze, el coselh ac pode saber ni aprenher ab se mezis ni ab leial sabensa, que totas sas pechas e totas sas penas los fossan dobladas; e si la plaga nomeada leials era trop mala ni greus, assinc cum plagas y a grauas e de gran mission, quel coselh ab d'autres proemes poguossan auer ab d'autres esgardament en aqueras grans missios quel plagat aura feitas, e aquetz qui plagat l'aure las pagues a lor coneguda.

27. Totz hom e tota molher qui forcilment prenga aucas ne galinas ni outras viandas de nulh home, que las porte (ni nulha femna) per bene en la viela de Laitora, peche .x. sols morlas e que arreda so que pres aura forcilment.

28. Totz hom e tota molher qui meta ceda in rauba ni in nulha cozedura d'ome mortz ni de molher morta, que peche .v. sols de morlas (3).

29. Totz hom qui maliciosament traga cotet encontra autre son besin, que peche .xx. sols de morlas ab que ia no fieyra.

30. Si nulhs hom ditz mal al coselh, seguens las coytas (4)

(1) Peine de l'exposition. Voir cout. de Lafox, publiées par M. Cabié, art. 10 et la note.

(2) Voir coutume, art. 81, et aux établissements art. 70.

(3) Loi somptuaire. Voir plus bas, art. 35.

(4) *Coytas* (*coeytas*, *coentas*), affaires. « Seguens las coytas... », « touchant les affaires de la ville ».

de la viela, que pecha doblament cum si un autre home de la viela aue malmenat; e si la pecha no pot pagar, quel [tr]aon (1) hom la lenga e corra la viela.

31. Si nulhs hom ni nulha femna ten falsa mesura, que peche .v. sols de morlas, sil coselh ac pot aprehe ab leial sabensa (2); e que don hom la mesura del blat e del bin arrasa ses plus, aquel qui ben; e que la prenca aquel qui compra ses que plus non deman; e si ac faze e la rencia vie deuant lo coselh de quera causa, els coselhs ac poden saber de cert, que peches aquel quel blat ol bin aue laissat .xii. dines morlas, e la compra que agos valor.

32. Nulhs hom no iogue ab datz dins la viela ni dintz los detz; si ac fe el coselh ac pot saber, que peche .xii. morlas; e si hom beu en taberna pos Completa sia tocada (3), que peche .xii. dines morlas, sil coselh ac pot saber.

33. Si hom bas ditz mal ni descanziment (4) a home pros de la viela, el proshome no s'en torna e s'en arrencura al coselh, que peche lo bas hom, assinc cum si aue ferit .i. autre home cominal.

34. Nulhs home mazerer ni autre no vene carn grauada, fresca ni salada, mas on establitz es; e si ac faze, que peche .xx. sols de morlas e que perga la carn, lain e zissa (5) de tota carn de malamort. Si nulhs hom met greysa en arnelh (6) de buon ni de baca ni de creston, que peche .xii. dines morlas.

35. Si nullis hom da a filhol mas [cam]iza (?) (7) o capula ses

(1) *Traon*. Les deux premières lettres sont effacées; nous croyons toutefois qu'il faut lire « traon ». On sait que la peine de l'amputation ou de l'arrachement de la langue était appliquée au moyen âge, même dans les derniers siècles.

(2) Voir coutumes, art. 88.

(3) « Ne tenga taberna uberta despuys que las Ave Maria sian tocadas » (Statuts d'Auch sur la police, 5 juillet 1489. Arch. mun., *Livre vert*). — « Et se gardent de geu de dez et de tavernes... » (Ord. de saint Louis aux baillis, prevos et maieurs, art. 702).

(4) *Descanziment*. Peut-être y avait-il dans l'original le mot *descarniment*, que le copiste aura mal lu.

(5) *Zissa* (?). C'est peut-être une forme corrompue pour *pissa* (*perissa*); peau.

(6) *Arnelh*, rognon. Ce mot est encore usité.

(7) *[Cam]iza*. Les trois premières lettres de ce mot sont effacées. Nous croyons pouvoir lire « camiza ».

seda ni scinta, mas .i. cordon diaral (1), que peche .v. sols de morlas.

36. Si nulha molher atant cum jaga d'enfant fe nul conbit d'omes ni de molhes ni cant s'enleue, que peche .v. sols de morlas; e aquels e aquelas que ac preneran autres .v. sols de morlas; in apres de .xv. dias (2).

37. Si nulha molher bassa dit mal a molher pros e la molher pros no s'en torna, que pecha la molher bassa .v. sols de morlas.

38. Si nulhs hom met fuec apertament dintz la viela de Laitora ni dins los barris, e lo coselh ac pot saber... (3); que sia son cos ars o penut e sos auers encoregut, la malafeita adobada a coneguda del coselh.

39. Si nulhs hom metz fueg en borda, que no sia dint la viela ni dins los barris, ni talha vinha ni verger, sil coselh ne pot auer sabensa, que peche .LXV. sols de morlas a las senhorias e .XL. sols de morlas a la viela, la malafeita adobada prumerament; si la malafeita no pot adobar a coneguda del coselh ni la pecha pagar, que perga la man e que iesca de la viela; e si la malafeita faze per occasion, qu'en clames per part on s'en tengos per forsat, en agossa feita enquesta el coselh pode saber la forsa, que passes lo mal fazsent ab la meia pecha sobèr dita e ses pecha de sont cors.

40. Si nulhs hom pana palha ne fen de dias, que peche .x. sols de morlas, e si no pod pagar, que cora la viela; e si es nueit, qu'en peche .xx. sols de morlas, e si no pot pagar, que perga l'aurelha e que eyssis .i. an de la viela e de tot l'apertenh.

41. Totz hom qui de nueitz pane ni crebe mayson ni obrador, e y es atent, el coselh ac pot aprene ab leials sabensas, que sia penutz e sos auers encoregutz.

42. Totz hom qui pane de dias, si layronici es de .H. sols de morlas ensus, que pecha .LXV. sols de morlas a las senhorias

(1) *Diaral*, ordinaire, journalier. — *Dies*, jour. — Loi somptuaire. Voir art. 28.

(2) Ces mots « in apres de xv dias » seraient mieux placés d'après nous après ceux-ci « ni cant s'enleue » pour l'intelligence de la phrase. Nous retrouvons dans nos textes plusieurs inversions semblables.

(3) Ici le ms. est déchiré. On pourrait substituer : « ab leial sabensa » comme aux art. précédents, 17, 18, 31, etc.

e que arreda lo layroys e .XL. sols de morlas a'la viela e perga l'aurelha; pero si layroys era de causas manadoras, cum es fruitã, que fos a l'esgart del coselh; e si lairois era de .XII. dines en ius, que peche .XX. sols de morlas e que cora la viela; e si pagar no pot, que iesca de la viela per totz temps tro pague la sobré dita pecha : pereu si la persona qui panat'aura, era de .XII. ans entro a .VII. o de qui'enjus, que pague .LX. e .V. sols de morlas o que iesca de la viela entro pagar los puesca, ses aurelha perder e ses core la viela.

43. Qui de nueit nutornalment prenera nulha causa, que peche .x. sols de morlas, e si nols pot pagar que cora la viela ab trompa e ab lo gast.

44. Si nulhs hom corna taula en tal estrem del camin (1), que peche .x. sols de morlas.

45. Totz sarters talhairs e cozedors qui merme (2) d'arauba, qualque sia, de loc on mens ne valha, peche .xx. sols de morlas; los arretals e las pessas, si per aventura sobrauan (3), que las arredan al senhor de las arraubas; pero, segont que la malafeita sera, ac pogos lo coselh auer escardament.

46. Tot hom fora gitat de la viela, si torna ni ven dens los dext assignatz, so es assaber: dins l'ariu Duransan e Bocoera e Bustet e Mala Roqua e La Mota e Samonviela e Andissan e Pradlonc e l'Aramar e Massa costas (4), si dent aquetz locs tornaua lo fora gitat, senes voluntat dels coselhs, que la pecha quil sera estada coneguda los fos doblada; e totz hom qui l'arculhos scientalment, que peches .xx. sols de morlas, e quel coselh i pogues auer esgardament.

(1) La grande rue, *camín maior*. Voir art. 49 plus bas.

(2) *Merma*, déchet (Esp.).

(3) *Sobrar*, rester, être en trop (Esp.).

(4) Quelques-uns de ces noms de lieux de la commune existent encore : *Bocouerè*, *Bustet*, *Lamothe*, *l'Arramar* (Le Ramier). D'après les anciens terriers, l'ariu *Duransan* serait le ruisseau de Roquetiet; *Malaroqua*, quartier sur le plan de Mouchan s'étendant jusqu'à la juridiction du Castéra-Lectourois; *Samonviela*, sur la Peyrigne, au sud du chemin qui menait à Lagarde-Fimarçon (Saint-Jean de Samonviela était aux chevaliers de Malte); *Andissan*, entre les hameaux du Goujon et de las Lebes; *Pradlonc*, au-dessus du chemin qui menait à Terraube; *Massa costas*, les hauts côteaui qui dominant le Gers.

47. Tutz hom e tota molher, qui esta de Sent Sperit entro Sent Geruasi, si ten porc ni auca en sos poder, se gart quel porcs ni las aucas no yscan el camin maior; si ac fen, que peche .xii. dines de morlas, dels quals agos lo ters aquel o aquera que ac fara asaber al coselh.

48. Tot hom qui acore ni escorge ni laure nulha bestia dent la viela en plassa qui issia, peche .v. sols de morlas, dels quals aia lo .v. qui al coselh ne fara sabensa.

49. Tutz hom e tota molher qui, per nulh orrezest (1) far, descora en camin maior ni l'i gieta, peche .xii. dines morlas, dels quals aia lo quint aquel qui a fara saber al coselh.

50. Tutz hom qui per las festas costas esta viela obrira obrador, mas .i. ush solament (2), ni traira nulha causa vendabla, pecha .v. sols de morlas.

51. Tutz hom qui sagne nulha bestia nis descora en l'autrui borda, peche .xii. dines morlas.

52. Tutz hom qui ben boc crestat ni craba, de la forcada (3) d'en Galhart Dantinnan ensus, pecha .v. sols de morlas; e que bena boc que no sia crestat, dens la viela, pecha .v. sols de morlas.

53. Tutz hom e tota molher qui gitte fems, sino els femorers cominals (4), peche .xii. dines morlas.

54. Tutz hom e tota molher qui en las forcadas del camin maior se descorera per far orrezest peche .v. sols de morlas.

55. Tot hom qui comprara causa que sepia que sia estada panada, que peche .xx. sols de morlas.

56. Tot hom qui descorrera per orrezest far en las mozos (*sic*) ni els cubertz cominals, quel coste .xii. dines morlas.

57. Que nulhs hom ni nulha femna no tenga carn cuyta ni crusa a vener, mas aquel dia que mura, el segont, el tertz, so es asaber

(1) *Orrezet*, ordure (Roquefort).

(2) *Ush*, huis. «... *Quod nullus, diebus dominicis vel aliis majoribus «festivitatibus anni, teneat operatorium suum apertum...»* (Cout. d'Auch). «Il ne laissera seulement que l'ouverture de l'entrée...» (traduction ancienne de la cout. d'Auch, art. LXXIII. Lafforgue, t. II).

(3) *Forcada*, *forcadas* (art. 54), bifurcation de rues.

(4) *Femores cominals*. Voir la note au Record du dernier jour de mai 1492 (II^e partie).

de Martro (1) entro Caresme prenent; e de Pascas tro Martro, lo dia que mueyra, el segont; si ac fe, el coselh ac pot saber ab leial sabensa, que peche .v. sols e perga la carn; e aqued qui ac fara asaber al coselh que n'aia lo quart.

58. Nulhs hom no compre nulha saubadgia per arrebene, si ac fe el coselh ne pot auer sabensa, que peche .v. sols de morlas; e qui a fara saber al coselh que n'aia lo quart.

59. Que nulhs hom ni nulha molher no compre porc ni truga ni auca ni garia ni faian (2) per bener esta viela, si ac fe, .xx. sols de morlas lo coste, dels quals aia lo quart que ac fara asaber al coselh.

60. Totz hom e tota molher que sera enquest per son torner o per sa tornera, dedens .viii. dias estanque aquera causa on sera torner o tornera o ac autrege; e si no ac faze, que pueys no y pogos tornar, la que la honor sera venduda. Totz hom e tota molher que sera torner o tornera d'aqual que tornaria sia, que la que sera venuda, que l'astanque dens .i. mes; si no a faze d'aqui en ant, no y pogos tornar en aquera causa, ni agos valor demans que fes.

61. Totz hom e tota molher que scia fora d'esta terra puesca tornar dens .i. an e .i. dia en totas causas de sa tornaria; pero si vien dens .i. an e .i. dia, que y sones dens .i. mes; si no ac faze, que no agos valor demans que y fes.

62. Nulhs efantz que sia ses poder son mezis no aia tornaria el feit de son pay ni de sa may si las causas s'alianauan per feit de venda, present e venedos lo dit pay e la may, si no que lo dit efant aia causa sa medihssa per son gazan e per causas de son linadge de tornaria, la qual tornaria o gasanh sia abondatz defar aquera compra ses tot mal genh e que l'enfans fos amancipatz abant que la dita venda lo fos per lo pay o per la may (3).

63. Nulhs home ni nulha molher no compre nulh bestiar ni outras causas de nulh home estrani ni priuat que sia d'arraubarria o de layrois, car si o faze, si crus signe a las ditas causas, seren sas pergudas si garen no auen.

(1) *Martro*, la Toussaint. Cette expression est encore usitée.

(2) *Faian*, coq. On dit encore *hajan*.

(3) Voir pour les art. 60, 61, 62, les art. 3 et 4 des établissements et 42 et 69 de la coutume.

64. Nulh holiers ni oliera no prenga de trese l'aymina (1) de notz mas .ii. dines morlas e segont la mesura de mes o de menhs per lo sor de l'aymina, ni auze estancar nogat en nulha maneira en don ni en venda; e si a faze, que peche .v. sols de morlas, e que n'aia lo quart aquel que ac portara al coselh.

65. Totz home e tota femna que panes blat en garba o en gran de nueyt o de dias, o panes verenha de dias o de nueyt, que la metos en paer o en portaderas o en sac, que sia penutz e que sian encoregut los sos bes.

66. Tot home e tota femna que vedes penhs als messadges del coselh, quada vetz quel vedes el coros (?), quel costes per cada vetz .v. sols de morlas.

67. Tot hom e tota femna qui talhara o raubara borsa on sera cosent, que sia penut e sos bes encoregut als coselhs e als senhors.

68. Totz home qui tenga fieus d'autruy e vol arrener lo fieus al senhor de cuy mau, quel i a ob a leissar serbit e vestit de cauls o de pors o de outra ortalissia; [si] no y aue, que don al senhor del fieus .xviii. dines morlas; ab aisso que fassa es quiti lo fiuzatier del senhor del fieus.

Nulhs hom ni nulha femna no puesca arrefusar seruici mas que de tot s'en yesca el bena.

69. Si algus hom o alguna femna qui tiendra fieus d'autre, el fiusater aia venut lo fius, el venedor el compradors ensems vengan deuant lo senhor del fius el mostrar la venda, el senhor del fius leue son dia segont la costuma, o la .i. o l'autre d'aquels no vole tornar deuant lo dit senhor per arcebe la lauzor del dit senhor o d'estanquar o de autreiar segont la dita costuma, quel coselh en aquet cas destrenga lo deshobedient per tornar deuant lo dit senhor entro quel dit senhor autrege la dita venda o la estenque segont las costumias de Laitora; e asso sil coselh n'auia aguda rencura del venedor o del comprador, e en quet cas que pague x. sols de morlas de pecha aquel del qual ladita rencura sere feita, dels quals .xx. sols aian los senhors de la viela la tersa

(1) *Aymina*, hémime, moitié du setier. Ce mot a été exponctué et remplacé par *liural*.

part; e la viela l'autra tersa part, e quet qui sere arencurat que n'aua l'autra tersa partz.

70. Si algus o femna fazia plaga leial, que pague .LXV. sols de morlas als senhors de la viela de Laitora e .XL. sols de morlas a la viela e .xx. de morlas ad aquel qui sere estat plagat, e que pague lo medge el descart a l'esgart del coselh, assinc cum establít es; e si era tals persona que no pogues pagar la dita ley grossa, que perga la man ab que la dita plaga o plagas aura feitas e que hom lau trenque, e aysso sil n'auia aguda arencura es podes trobar ab leials sabenses (1).

71. Totz home qui venera nulha heretat o possession que tenga en fius d'autruy, quan l'aura venuda, que dens .VIII. dias mostre la vendra al senhor del fius ensemps ab lo comprador; e si no a faria el coselh n'auia rencura del senhor del fius, en quet cas lo coselh diu destrenher lo fiuzater de mostrar lo fius deuant lo senhor del fius e treser .x. sols de morlas de pecha, dels quals aia[n] la tersa part los senhors de la viela de Laitora e l'autra tersa part la viela e l'autra tersa part lo senhor del fius quis sere arrencurat (2).

72. Si nulhs hom de la viela de Laitora vene o iogaua o enpenhaua o alienaua bes o causas de sont pay o de sa may senes lor voluntat, sino era mercaders o amancipatz, e lo pay o la may vole trobar aqueras causas qui seren estadas venudas o iogadas o empenhadas o alienadas per aquel establiment que fait es sa en darer, en qued cas que lo dit filh o la filha sia pres e eston en la tor (3) .VIII. dias a pan e ayga.

73. Que nulhs hom ni nulha femna no venda blat vielh per noet ni mesclat ab noet sino per tal cum seria, ni sal qui no fos bona ni marchanda, que fos estada en carn salar, o arsa, o outra mescla d'arenas, o d'autres causas hy agues; e si o fazia el coselh era cert per leials sabensas, que peche e pague .xx. sols de morlas als senhors e als coselh[s] de Laitora, el blat e la sal que per aital seria venut que sia encors.

(1) Voir cout., art. 81. — Établ., art. 26.

(2) Voir pour les art. 68, 69, 71 : Établissements, art. 2 et 3. — Cout., art. 40 et la note.

(3) Voir cout., art. 82 et la note.

74. Que nulhs hom ni nulha femna no venda vin vielh per noet ni vin vielh mesclat ab noet, nil crides sino per tal cum seria, so es asaber : vielh per vielh, e si es noet per noet ; e si o fazia el coselh era cert per leials sabensas, que peche e pague .xx. sols de morlas als senhos e als coselhs de Laitora, el vin que per aital seria venut sia encors.

75. Ni nulhs home ni nulha femna no vena vin agasat per blos (1) ; e si o fazia el coselh n'era cert, que peches e pagues .xx. sols de morlas, el vin encors ols diners que del dit vin serian estatz pres o agutz.

76. Si nulhs hom ni nulha femna tenia a venda carn d'aolha per de creston, ni moton aperat colhart, ni trucia per porc, ni buou desmesorat, ni baca desmesorada, ni carn de porc ni de creston ni de buou ni de baca, ni altra carn fresca, ni carn estadissa ni pudenta, ni crabot ni anhet, de Paschas entro la Sent Miquel de Setemer, mas una nueyt e .i. die ; e de Sent Miquel entro a Caresme entran, duas dias e .i.^a. nueyt, ni buou, ni baca, ni crabot, ni anhet buffat, ni tengra fedge degun, crabot ni anhet ; mas que sian laissatz els meihns can seran estaz escoriatz en algus dels mazels maiors (2) de la dita ciutat, el coselh ac podia saber per leials sabensas, que peche e pague .xx. sols de morlas, e la carn encorsa als senhors e als coselhs.

77. Que nulhs hom ni nulha femna no tenga aolha, ni craba, ni boc, ni nulha mala carn, dens la dita ciutat en la carrera drete (3) que va de la forcada d'en Carmalh, devant l'ostal d'en Domenges Carmalh e devant la sala d'en Vidal Teuler, entro al maset maior (4) de la dita ciutat, exceptat en la carera

(1) « *Vin agasat per blos* », vin mélangé d'eau pour vin pur (*aigua*, eau). On dit encore « *agasat* » lors de la dépiquaison, quand la pluie tombe sur la gerbe.

(2) Voir cout., art. 13 et la note.

(3) *Carrera drete* ou *camín maior*. Voir art. 44 et 49 plus haut.

(4) C'était la partie de la grande rue comprise entre le point de bifurcation de deux rues (l'une tournant au coin de la maison de Domenges Carmalh, l'autre au coin de la salle de Vital Teuler) et le « maset maior » situé à la maison commune, devant l'église Saint-Gervais. Voir art. 13 et la note. — *Sala*, sale ou salle (du celtique *sala* : demeure, manoir, maison forte). Guérard, en ses prolégomènes du cartulaire de Saint-Père de Chartres (*Doc. inédits*), dit : « Dans la propriété, l'alleu, le domaine, la terre salique, non la terre des

tranuessant; e si o fazia el coselhs n'era cert, que peche .xx. sols de morlas, e la carn encors[a] al senhors e la viela.

78. Que nulha tripera no tenga tripas den la viela especialment de la dita forcada entro el dit mazel maior en taulas deforas, bas (*sic*) que las venda dedens en l'ostal; e si o fazia, que peche .v. sols de morlas, la quel coselh ne fos cert.

79. Tot home e tota femna que prenera blat froment, ni siuaza, ni autres blatz quals que sian, de dias, entro a la valor de dus sols de morlas, en garba, ni en gauera, ni de bauquera, ni de batoc de l'autruy camp, senes voluntat o sabensa del senhor de cuy seria, o en autre loc, que cora la viela ab lo layroys ses plus.

80. Si nulhs hom prenia blat forment o siuaza ni autres blatz qualsque sian ob bestia, on fasia carga o feys, on crebara bauquaron o bauquera, quant que s'en prengos de nueyt, que sia penutz e sos bes encors.

81. Si nulhs hom mandans estrani o besin de la viela de Laitora prene .i.^a. garba o .ii. o .iii. de bauquera o de bauquaron ob de sa bestia, de qualque blat se fos, que peche .v. sols de morlas.

82. Que si nulhs hom o femna fazia mescla en ciris (1) ni en tortis de cera, ni en candelas de seut metia sagi ni outra mescla, els coselhs ac poden saber per laials sabensas, que peche .xx. sols de morlas, e la cera el seu encors.

83. E si nulh peys fresc, estadis ni pudent, era portat a la plassa

« Saliens, mais terre de la Sala, c'est-à-dire attachée au principal manoir, *terra salica, terra dominica*; dans l'usufruit, le bénéfice, le fief, la censive ». D'après ces origines, on s'expliquerait comment on a donné le nom de « sales » à certaines habitations dans des pays privilégiés. Sur plusieurs points de la juridiction de Lectoure, il existait des maisons fortes ou principaux manoirs, hautes tours carrées avec machicoulis, sur une entrée unique. La plupart de ces constructions, qui paraissent remonter au XIV^e ou au XV^e siècle, sont encore debout. « *Sala a Castetpugon, sala o Moyssan. (Aurinhac), sala a Comba roaut, sala au molin de l'Esquerra, etc.* ». (Terriers de 1491 et 1501). Il y avait des salles dans l'intérieur même de la ville; l'art. 77 mentionne au XIII^e siècle la salle de Vidal Teuler. Ces maisons fortes du dedans sont sans doute celles que les terriers du XV^e siècle désignent ainsi : « *Hostal on y a una torn* »; quelques-unes existent encore. Ces constructions bourgeoises, à l'aspect seigneurial, furent loin d'être rares au moyen âge dans les cités méridionales. Voir à ce sujet Augustin Thierry, Lettre XXII, *Hist. de la commune de Vezelai*.

(1) *Ciris* ou *siris* (art. 86), cierges. *Cera* ou *sera* (art. 86), cire.

per vendre e que no fos vendable, que dequi sia gittat, e aquel o aquela quel tendria a vendra que pecha .xx. sols de morlas.

34. E nulhs hom ni nulha femna no compre peys fresc ni nulha saubadgia den los dexs de la dita ciutat per reuendre entro que sia portat a la plassa cominal; e si ac fazia, que pecha .xx. sols de morlas, el peys e la saubadgia que sia encors.

85. Ni nulhs masererer no escorge ni fassa escoriar nulh buou ni baca deuant alguna borda ni en autre loc sino en loc saubut o en bordas saubudas que sian lors, o logadas per lor; e si a fasia, que peche .v. sols de morlas.

86. Que nulhs hom ni nulha femna que obre de sera siris ni tortis ni candelas, que prumer que n'obre fassa passar o passé lo babiller (1) per molle del coselh, e que non fassan ni n'obren nin fassan far ni obrar obs de vezi ni obs d'ome estrani entro quel babiler sia passat per el molle soberdit, e aquel o aquela que fara candelas de seu que may e meto an quiet que babiller; e si so no fazian que sober dit es els coselhs ac podia saber per leials sabensas, que peche .xx. sols de morlas, e la sera el seu encors.

87. Totz home e tota femna que apela autre o outra mesed o mesera, si arrencura n'es feita al coselh e proar se pot, que peche .xx. sols de morlas al coselh, si eran tals las personas quels poguessan auer; e si eran tals que auer no poguessan o la .i. o enteramas, que pagassa .v. sols de morlas; desquals, si de .xx. sols era la pecha, aian las senhorias .v. sols e la viela .x. sols el rencurant .v. sols; e si la pecha era de .v. sols, que n'aian las senhorias .ii. sols e la viela .ii. sols el rencurant .xii. dines.

88. Tot home e tota femna que apella autre hom o outra femna traido o traidoressa, si arrencura n'es feita al coselh e proar se pot, que peche .xx. sols de morlas al coselh, si eran tals las personas quels poguessan auer; e si eran tals que auer no poguessan o la una o enteramas, que peche .v. sols de morlas; desquals, si era la peche de .xx. sols, aian las senhorias .v. sols e la viela .x. sols el rencurant .v. sols; e si la pecha era de .v.

(1) *Babiller* ou *babillet*, mèche. « ... *E que lo pabilum sia de fu blanc, borid e yshuguad...* » (Cout. de Condom, *Musée des Archives départementales*, p. 264).

sols, aian las senhorias .ii. sols e la viela .ii. sols el rencurant .xii. dines.

89. Si nulhs hom o femna apera femna puta, si rencura es feita al coselh e proar se pot, que peche .xx. sols de morlas al coselh, si eran tals las personas quels poguessan auer; e si eran tals que auer nols poguessan o la una o enteramas, que peche .v. sols de morlas; desquals, si era la pecha de .xx. sols, aian las senhorias .v. sols e la viela .x. sols el rencurant .v. sols; e si la pecha era de .v. sols, aian las senhorias .ii. sols e la viela .ii. sols el rencurant .xii. dines.

90. Tot hom e tota femna que apele autre home o outra femna lairon o lairoessa, si arencura n'es feita al coselh e proar se pot, que peche .xx. sols de morlas al coselh, si eran tals las personas quels poguessan auer; e si eran tals que auer nols poguessan o la una o enteramas, que peche .v. sols de morlas; desquals, si era la pecha de .xx. sols, aian las senhorias .v. sols e la viela .x. sols el rencurant .v. sols; e si la pecha era de .v. sols, aian las senhorias .ii. sols e la viela .ii. sols el rencurant .xii. dines.

91. E totz habitans e habitayrit[z] de Laitora stans dintz los termes dejus scrius, so es assaber: del Pont de Pielas entro Peyras albas, e de Peyras albas entro l'ariu d'Antin (1) ayssint cum s'en debara entro lo goan de sober lo molin de Sent Ginni, e dequi assinc cum s'en deuara lo Giers entro on lo riu de Santz Jordan entro el Giers (2), e dequi entro la molia de R. S. de Galin aissint cum lo predict riu maua, e de la dita molia d'en R. S. d'Engalin (3) entro a Peyras albas, sion tengutz d'anar pesar lo

(1) « De Peyras albas entro lo riu d'Antin », des moulins de la Justice jusqu'au ruisseau de Canéron ou de Las Balines. Peyras albas était le lieu où de toute ancienneté se trouvaient les fourches patibulaires. Il a conservé le nom de « la Justice ».

(2) *Entro on... entro el Giers*, jusqu'au point où le ruisseau de Saint-Jourdain entre dans le Gers.

(3) *Bertrandus Signarii, Guillelmus Bertrand. de Plumassano, Petrus de Calveto, Fortius de Genesis, Dominicus de Comino, Raymundus Sans. d'En Galini*, consuls de Lectoure en 1273. Ils figurent dans l'acte du 4 mars 1273, par lequel les consuls absolvent le roi d'Angleterre des méfaits commis dans la juridiction (*Notices et extraits des manuscrits*, publiés par l'Académie des inscriptions et belles-lettres, t. XIV, p. 396).

Le nom de ce consul R.-S. d'Engalin sert à donner une date à la rédaction des établissements, ou tout au moins à celle de l'art. 91.

blat, aquel que aian voluntat de far moler, a las mazos assignadas on son los pes (1), e sian tengut de dar per la conqua pesar .ii. liuraus de blat que pezara, on .i. liura del sester e meia liura de l'aymina e .i. carton del liurau; e totz home e tota femna que no a fara que peche .x. sols de morlas el blat encos, e quet o quera que a fara saber al coselh que n'aura lo quart, e que l'en ciran selad.

92. Que nulhs hom ni nulha molher no bena vin en gros als tauernes ni als corates per arebener a taberna, en pena de .xx. sols de morlas, los quals pague aquel que benera lo vin als ditz coreters ni als ditz tauerners; los quals .xx. sols de morlas sian tengut de pagar ses tota merce, sil coselh ac pot saber per leials sabensas, e qui ac portara al coselh, sis troba, que n'aia lo quart (2).

93. Que nulh coreter ni nulh taberner saubut e usat en la ciutat de Laitora no compre ni fassa comprar vin per arrervendre a taberna, en pena de .xx. sols de morlas e encoremment del bin que benera ses tota merce, sil coselh ac pot saber per leials sabensas, e qui ac portara als coselh, sis troua, que n'aia lo quart.

94. E si nulhs hom ni nulha femna compraia vin per los ditz tabernes ni coretes per arrerbener a taberna, que pecha .xx. sols de morlas, e aquel home que ac portara al coselh per leial sabensa que n'aia lo quart.

95. Ni nulhs hom ni nulha femna no done ni sia tengut de donar ni de pagar a nulh taberner per mesurar vin a taberna mas de dus dines morlas per cada somada e ses autre mesion, e quel plus l'en dara ni aquel que ac prenera, cada .i. de lor, paguen e sian tengut de pagar .xx. sols de morlas de pecha ses tota merce, e totz hom e tota femna qui ac portara al coselh per leials sabensas que n'aia lo quart.

96. E tot taberne que mesurara vin a taberna, lo que vin sera benutz, sia tengut d'areder comte del vin que benutz aura al

(1) Ces maisons étaient à cette époque situées en face de l'hôpital du Saint-Esprit, aujourd'hui le collège. « ...renda a la biela per ung hostau... lo qual es el carton de Relhas devant l'espitau de Sent Sperit, on antiquament sole esta lo pes del blat de la biela, confronta ab la carrera maior e ab lo mercadiu... » 5 juin 1399. Fiefs de la ville (*Livre blanc*, f° 33, Arch. mun.).

(2) Voir plus haut, art. 20.

senhor d'aquí sera lo vin; dens .ii. dias, el sia tengut d'arener los diers que pres aura del vin que venut aura; e si no a fazia el coselh n'auia rencura, que peche .xx. sols de morlas, e complisca aquero qu'en falhira del que benut aura; e si pagar e complir no podia la summa del vin que mesurat aura, que eston en la tor (1) tant entro que pegat e complit aguessa la summa del vin que mesurat aure (2).

97. E tot home qui beua vin en taberna, si s'en ba ses pagar lo vin que pres aura en la taberna ses voluntat del taberne o gadge no y laissa, que peche .v. sols de morlas, si rencura n'era feita al coselh; e si pagar nols pot, quel meta hom en la tor (3) entro pague la dita pecha, o que eston a l'esgart del coselh.

98. E si nulhs tauerner ni nulh corater saubut deslausaua ni blasfamaua nulh vin ques benos a taberna dels abitans de Laitora, si rencura era feita al coselh, que pecha .v. sols de morlas, o sis troba per leials sabensas ses rencura.

22 JUN 1343.

ADDITIONS AUX COUTUMES,
PORTANT RÈGLEMENT SUR LES ÉLECTIONS CONSULAIRES,
LES TRÉSORIERS ET BOURSIERS DE LA VILLE, ETC.

(Arch. mun., AA. 1.)

SOMMAIRE :

Préambule. — Art. 1, 2, 3. Le commun peuple, exclu jusqu'à ce jour du consulat, pourra être éligible; consuls ne pourront être réélus après quatre années de charge; incompatibilités. — Art. 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10. Aucune distinction ne sera faite entre les bourgeois et ceux du commun; deux consuls tiendront toujours audience à tour de rôle pendant un mois; délai pour juger les contraventions; chaque année les consuls éliront quatorze jurats; le jurat ne sera pas appelé dans une affaire où il sera partie; ils seront convoqués en la maison commune, les bailes pourront les contraindre à s'y rendre; tout record sera exécuté et ne pourra être

(1) Voir cout., art. 82; établ., 72.

(2) Voir plus loin aux additions à la coutume, art. 15 et suivants, les dispositions nouvelles introduites en 1343 à ce sujet.

(3) Cout., art. 82; établ., 72, 96.

modifié qu'avec le concours des jurats qui l'auront tenu. — Art. 11 et 12. Cas d'inéligibilité; les habitants de Lectoure ne peuvent être bailes. — Art. 13 et 14. Des trésoriers et boursiers; ils ne peuvent être réélus après six ans de charge. — Art. 15-17. Des taverniers. — Art. 18 et 19. Bestiaux; défense de les tenir aux vignes et oseraies. — Art. 20. Défense de porter des plombées; pénalités

Las causas que s'en siegon foron establidas e per maneira d'establimentz e de costumaz ordenadas per lo comun e universitat de la ciutat de Laitora, en la gleissa de Sent Spèrit (1), e confirmadas per lo noble e poderos senhor mosenhor en Robert senhor de Faudethot, senescal e governador d'Agenas e de Gascunha per nostre senhor lo rey de Fransa (2), e per en Bertran de La Porta, baile de Laitora per lo senhor Auesque, sober la election del coselhage de Laitora, cert coselhs, e sober algunas autras causas l'estament (3) e formacion de la dita ciutat contocans, lo diuendres deuant la festa de la Nativitat de Sent Johan Babtista, que fo .xx. e .ii. dia el mes de jun e l'an m^o ccc^o e XLIII.

1. E totz prumerament fo establitz e ordenat que d'esi enant per totz temps, la election dels coselhs sia del comun de la ciutat de Laitora, escluse dels totz los coselhs de la dita ciutat.

2. Item, que aquels que l'an vient e d'aqui enant successament seran coselhs de .iiii. ans apres l'an que seran estatz coselhs continuat e complitz, no sian ne puecan esser coselhs de la dita ciutat.

(1) Voir plus loin, syndicat pour les limites.

(2) « En Robert senhor de Faudethot », Robert d'Houdetot, chevalier, maître des requêtes de l'hôtel du roi de France, son sénéchal et gouverneur au pays d'Agenais et Gascogne, grand maître des arbalétriers de France, prit une part des plus actives à la guerre contre les Anglais, assembla à Agen les consuls des principales villes de sa sénéchaussée, Agen, Condom, Bazas, Marmande, la Réole, etc., pour délibérer sur les besoins du pays, et particulièrement sur ce qu'il conviendrait de faire à l'arrivée du duc de Normandie (1344); défendit les places de la Garonne et de la Dordogne, s'unit à Arnaud Guillem, comte de Pardiac, et fut fait prisonnier des Anglais à l'affaire de Bajamont; les villes s'assemblèrent pour sa rançon. De retour en Normandie, d'où il était originaire, il mit le siège devant Pont-Audemer, occupé par les troupes Anglo-Navarraises, en 1356; il mourut en 1358 (Archives communales d'Agen, série BB. — *Hist. de Gasc.*, t. III, p. 304. — Froissart, édition de Siméon Luce, t. IV; sommaire, p. 67, note 1. — P. Anselme).

(3) *L'estament, estamen*; état; situation (Roquefort, Raynouard, etc.).

3. Item, que ara ni per temps d'assi enant, la que coselh sera elegit per lo comun, lo comun no eliesca ni puesca eligir en coselh fray ni pay, filh ni oncle, ni nebot, ni cosin german, (nil sue (1) son gendre nil gendre son sue) (2), dels coselhs qui seran estatz l'an deuant.

4. Item, que en la election dels coselhs no sian mentangutz aquels son borgues ni aquels de comun, ni alguna differencia o destinction no sia entre borgues o autres cominals, abans puescan esser eligitz o tutz borgues o tutz de comun o la 1^a partida de borgues o l'autra de comun, en la forma en la maniera que al comun sera vistz, no feita mencion en la election de borgues e de comun (3).

5. Item, que dus dels coselhs que seran l'an vient e dequi enant successament tengan e aian a tenir contenuadament per .i. mes audiensa en la mayson cominal de Laitora.

6. Item, que los ditz coselhs las pechas que seran portadas en la mayson cominal de Laitora judgen e aian a judjar dedintz .xv. dias apres lo dia que portadas seran per las gardas, e dedintz .i. mes que las leuen o sian tengut de far leuar.

7. Item, que cascun an los coselhs qui seran aian [a eligir e] eliescan .xiiii. (4) juratz de la dita ciutat, prohomes e de bona fama.

(1) *Sue*, gascon, pour *suegre*, beau-père.

(2) Les mots entre parenthèses sont exponctués.

(3) Nous avons fait remarquer, à l'art. 50 de la coutume, que si les consuls étaient élus au suffrage universel (*per la universat el cominal*), tous n'étaient pas indistinctement éligibles. L'article 1^{er} du présent règlement l'indique suffisamment. « [Lo] comun... exclusit de totz los coselhs de la dita ciutat ». Les conséquences du mouvement démocratique qui s'étaient déjà fait sentir dans le siècle précédent, amenèrent les réformes du règlement consulaire de 1343. Ce mouvement paraît être favorisé par le pouvoir royal lui-même dans toutes les cités méridionales où l'oligarchie bourgeoise qui les gouverne se voit combattue par le commun peuple (Voir *Hist. de Languedoc*, notes, t. VII, p. 569). A Lectoure, la réforme est complète, et l'article 4 va jusqu'à exiger que dans l'élection il ne soit fait mention ni de bourgeois ni d'homme du commun. On verra plus loin, aux statuts de 1506 sur les élections consulaires, un mouvement en sens inverse amener les réformes aristocratiques, qui ont duré jusqu'au dernier siècle. Ils établissent qu'à l'avenir l'élection sera faite par soixante personnages, qui formeront la *Jurade* (voir 2^e partie).

(4) Ici, nous pensons qu'il y a une erreur, ce serait treize et non quatorze. Le record de 1491, que l'on verra plus loin, l'indique d'une façon précise : « ... cum en lo temps antic... los cossos am trese personages poden remostr... ».

8. Item, que algun jurat no sia aperat per aconselhar lo coselh en alguna causa on sera o fara partida (1).

9. Item, que los coselhs de la dita ciutat aperen o fassan venir d'esi enant los juratz, la que voleran auer coselh ab lor, en la mayson cominal de Laitora e no en autre loc; e que los bailes de Laitora compelliscan e puescan compellir los juratz a venir a la dita maison cominal e per aconselhar los coselhs sober los ditz negocis.

10. Item, que cant los coselhs qui seran per temps auran agut cosselh o arecort ab los juratz, una betz, sober .i. negoci o .i. artidgle defingit, que los coselhs lo dit arecort e coselh encontenent exceguiscan, no agut ni esperat autre coselh o acort, sino que los medihs juratz que seran estatz el dit coselh o acort e no autres fossan presens e aperatz, e que lo negoci agues mestier d'auer mes coselh o acort, en autrement no.

11. Item, que d'asi enant nulh home que aia bandas o fassa partida, en la dita ciutat, no sia eligit coselh de la dita ciutat.

12. Item, que d'esi enant nulh ciutadan de Laitora no sia ni puesca escer baile ni regent la bailia de Laitora ni loctient de baile o de regent.

13. Item, que d'esi enant, cascun an lo dia que los coselhs seran eligit, aqui medihs feita la election dels coselhs, seran eligit per lo comun de la dita ciutat dus bos homes de la medihssa ciutat e sufficiens, los quals toqueran e receberan totz los provenimentz e omolumentz apartenens a la mayson cominal e a la universitat de Laitora e juraran als sans auangelis de Diu, qu'est, finit l'an el qual seran eligit recebedors dels ditz emolument, dens .i. mes apres, el redan publicament, al comun, compte bon e leial de las causas que recebudas auran, e en lor offici ben e leialment s'auran, e totz los arreradges degutz mostraran, e balharan en gades penhoratz valentz los ditz dampnades o plus, e que de las causas que receberan no meteran en los propis usadges ni d'autruy abans la part apartenent al senhors e la viela; e els, dampneiadge a las gardas meteran en la bosa de cascun, ordenada en la maison cominal, e redan a cascun la part ben e leialment.

(1) Voir l'art. 22 de la coutume.

14. Item, que aquels que l'an vient ni d'aqui a enant successiuament seran recebedos dels emolumens de la mayson cominal de Laitora, de .vi. ans apres l'an que seran recebedors dels ditz emolumentz contenuatz e complitz, no puescan esser ni sian recebedors dels emolumentz soberditz.

15. Item, que d'asi enant nulh taberne que aia usat ni acostumatz continuadament mesurar vin, no mesura ni fassa mesurar vin d'algun habitan de Laitora, e asso en pena de .LXV. sols de bos morlas.

16. Item, que algun habitant de Laitora no fassa mesurar vin a nulh taberner usat, sino tant solament a su medihx o autre de sa companha de son ostal, e aso en pena de .LX. e .v. sols de morlas.

17. Item, que nulh habitant de Laitora no bena vin, sino en berenhas, algun taberner usad ni acostumat en la dita ciutat de Laitora per arrevendre, e aso en pena de .LX. e .v. sols de morlas (1).

18. Item, que algun habitant de Laitora no puesca assegurar lo bestiar, sino que fos de son pay o de son filh o de son fray o de son cosin german.

19. Item, que algun habitant de Laitora en degun temps en sa vinha ni l'autruy ni en s'aubareda ni en l'autruy no meta ni tenga bestiar; e si a fe, que pague la pecha acostumada a pagar per bestiar can da dampnadge.

20. Item, que tot home que porte plomada o plomadas (2), si es trobatz en la ciutat de Laitora portan la dita plomada o plomadas, sia pres per la dita senhoria e que la dita plomada o plomadas sian fundudas, en la man d'aquetz qui las portan metudas fundudas.

(1) Voir pour ce nouveau règlement des taverniers, les n^{os} 93 et suivants des établissements qui précèdent.

(2) *Plombée*, massue garnie de plomb (*Dict. de Littré*, au mot *plombée*).

Dans certaines coutumes la peine était moins sévère, puisque à Lectoure elle consistait à faire fondre le plomb dans la main de ceux qui portaient les « plommées ».

13 NOVEMBRE 1343.

CONFIRMATION DES COUTUMES,
ÉTABLISSEMENTS ET RÈGLEMENTS QUI PRÉCÈDENT
PAR JEAN I^{er}, COMTE D'ARMAGNAC.

(Arch. mun. AA. 1. — Original.)

Quas quidem consuetudines, libertates, usus et statuta omnia universa et singula supra scripta, Nos Johannes, Dei gratia Comes Armaniaci, Fezenciaci, Ruthene et vicecomes Leumanie et Altvillaris (1), de nostra certa sciencia et cum plena deliberatione nostri consilii, confirmamus, laudamus, ratificamus ac etiam approbamus et valere, tenere perpetuo volumus ac obtinere perpetuam roboris firmitatem, nec non consuetudines ipsas,

(1) Jean I^{er} d'Armagnac, fils de Bernard et de Cécile de Rodez (1305-1373). Les vicomtés de Lomagne et d'Auvillar avaient été cédées, en l'année 1301, à Philippe le Bel par Hélie de Talleyrand. Le roi de France les fit passer l'année suivante sur la tête de Philippe, son second fils, et ce dernier, lors du couronnement du pape Clément de Goth, les rendit à son père, qui en disposa sur le champ en faveur d'Arnaud Garsie de Goth, frère aîné du pontife (1305). A cette date, la noblesse de Lomagne et les consuls prêtèrent serment de fidélité et la donation royale fut ratifiée par l'abbesse et les religieuses de Sainte-Claire de Périgueux, parmi lesquelles Marquèze, héritière de Talleyrand et de la vicomtesse Philippa, avait pris le voile. Héritière à son tour de la maison de Goth, Régine, par son testament du 12 août 1325, légua les vicomtés de Lomagne et d'Auvillar à Jean d'Armagnac, son mari, ainsi que toutes les terres qu'elle possédait dans le Bazadais, l'Agenais, la Gascogne, le Périgord, le Comtat Venaissin et la Provence. Deux ans après, à la suite des prétentions soulevées par le roi d'Angleterre, les vicomtés furent saisies au nom de la France, et le comte d'Armagnac reçut 2,000 livres de rente assises sur le comté de Gaure, en compensation de la cession qu'il consentit pour s'y soustraire et éviter en outre les réclamations incessantes des parents de Régine. Le comté de Gaure ayant été cédé à l'Angleterre, Jean se serait vu forcé de signer alors avec le monarque anglais un traité qui n'aurait jamais été mis à exécution. Enfin, le 18 août 1343, les vicomtés lui étant définitivement rendues, la noblesse de Lomagne lui prêta serment de fidélité et lui rendit l'hommage accoutumé. Le 13 novembre de la même année, il reçut aussi l'hommage des consuls de Lectoure, et, après serment réciproque de fidélité, il confirma les coutumes et les privilèges dans l'église cathédrale de Saint-Gervais (*Hist. de Gascogne*, t. III. — *Documents historiques sur le Rouergue*, Barrau, t. I. — Arch. mun. de Lectoure, série AA).

libertates, usus et statuta omnia et singula tenere et observare ac tenere et observare facere per nostros officiales quoscumque promittimus, et ad sancta Dei evangelia nostra manu propria dextra juramus; ita quod per cassationem, irritationem et annulationem trium articulorum superius cancellatorum (1) nolimus nec intendimus aliis consuetudinibus, libertatibus, usibus et statutis, in toto nec in parte, prejudicare nec etiam derogare. Ymo expresse ipsas consuetudines, libertates, usus et statuta, cassatione, irritatione et annulatione predictis in aliquo non obstantibus, volumus perpetuo habere et obtinere roboris firmitatem. Et ut predicta omnia et singula perpetuam obtineant roboris firmitatem, nos comes et vicecomes predictus, in fidem et testimonium premissorum, sigillum nostrum (2), quo in talibus utimur, hiis presentibus in pendentibus duximus apponendum: XIII^a die mensis novembris, anno Domini M^o CCC^o XL tertio, in ecclesia Sancti Gervasii Lactore, in presentia et testimonio venerabilium virorum dominorum Petri Aurelzerii, iudicis majoris Agenensis et Vasconie, Petri de Casetone, iudicis ordinarii citra Garumnam Agenensis (3); necnon nobilium dominorum de Monteladuno, Guilhelmi Raymundi Orci de Cauomonte (4), Pontii de La Garda,

(1) Art. 1, 2 et 74 de la coutume.

(2) « Carta sigillata est sigillo magno dicti domini comitis condam cere « viridis, in quo sigillo est effigies dicti domini comitis super equum existentis, « et in dorso dicti sigilli est contra-sigillum armorum ejusdem domini » (Extrait d'un instrument expédié par Guillaume de Loram, notaire de l'Isle-Jourdain, collationnaire des papiers de feu M^e Bertran Barreria, notaire et secrétaire de Jean V, comte d'Armagnac, contenant les hommages rendus par les consuls de Lectoure aux comtes d'Armagnac, le 13 novembre 1343, 16 mai 1388, 15 mai 1398, 21 septembre 1418. — Instrument du XVI^e siècle, sur parchemin. Arch. mun., série AA). Le sceau du susdit comte est encore appendu à la charte originale de confirmation que nous avons transcrite, altéré quant au sceau, le contre-sceau bien conservé (Arch. mun., AA. 1).

(3) Prestation de serment aux consuls d'Agen par le juge-mage et le juge ordinaire d'Agenais et Gascogne, Pierre Aurelzer et Pierre de Caseton, 1343-1344 (Arch. communales d'Agen, série BB).

(4) « Dominus Orchus de Cauomonte, miles, dominus de Capella, senes- « callus vicecomitatum Leumanie et Altivillaris ». Orch de Caumont figure parmi les seigneurs de Lomagne qui firent hommage au comte Jean I^{er} en 1343, et comme témoin dans les actes d'hommage et serment de fidélité réciproque entre ledit comte et les consuls de Lectoure en la même année. Il figure encore comme arbitre dans les différends des consuls de Lectoure

militum; Bartholomey de Pinibus, Besiani de Jumato, Odeti de Campanesio, Theobaldi de Badarato, Ausberti de Gueyna, domicellorum; domini Ramundi de Montellis (1), legum doctoris, magistri Raymundi Canhas, clerici regii, magistrorum Ramundi Martelli, Johannis Meruli, Petri de Sironensis, notariorum regionum.

TOURS. — DÉCEMBRE 1448.

LETTRES PATENTES DE CHARLES VII

PORTANT CONFIRMATION DES COUTUMES DE LECTOURE, ET CONTENANT VIDIMUS D'AUTRES LETTRES PATENTES DONNÉES A CET EFFET :
1^o PAR PHILIPPE VI DE VALOIS, EN JANVIER 1333; 2^o PAR CHARLES V, EN MAI 1369.

(Arch. mun., AA. 2; trois peaux parchemin; le sceau manque. — Original).

Karolus, Dei gracia Francorum Rex, notum facimus universis presentibus et futuris nos felicium recordationum Philipi et Karoli, quondam Francorum Regum predecessorum nostrorum, ad requestam civium, burgencium et habitatorum ville nostre Lectorensis, vidisse literas, formas que sequuntur continentis; et primo literarum dicti Philipi (2) :

avec ceux de Saint-Avit pour les limites en 1352, ainsi qu'avec ceux de Terraube à la même date (Arch. mun. de Lectoure, série FF. — *Hist. de Gascogne*, t. III).

(1) On retrouve le nom de Raymond de Monteil dans l'acte de défense fait au nom du comte d'Armagnac au seigneur d'Avensac qui prétendait qu'Avensac ne dépendait pas de la Lomagne, 1344 (*Hist. de Gascogne*, t. III, p. 272).

(2) En 1333, le comte d'Armagnac, Jean I^{er}, à la tête de la noblesse de Languedoc, défendait en Italie les intérêts du Saint-Siège avec Jean de Luxembourg, roi de Bohême. Fait prisonnier au siège de Ferrare, il paya pour sa rançon, l'année suivante 1334, vingt mille florins d'or. La Lomagne était du reste, à cette époque, sous la main du roi de France, et les principales villes de Guyenne, malgré toutes les faveurs dont semblait vouloir les entourer le roi d'Angleterre pour les gagner à sa cause, tendaient à se rapprocher de plus en